

l'Anticapitaliste

n°526 | 11 juin 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE AUX VIOLENCES POLICIÈRES,

GOUVERNEMENTALES ET PATRONALES



NOS COLÈRES DÉCONFINÉES

Dossier

**ENJEUX INTERNATIONAUX
DE LA PANDÉMIE DE
COVID-19** Pages 6 et 7

ÉDITO

Contre leurs interdictions,
repandre la rue Page 2

PREMIER PLAN

États-Unis: «L'Histoire est
passée devant ma porte hier soir,
portant l'avenir sur ses épaules»

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Moyen-Orient: la contestation
populaire est de retour

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Youcef Brakni,
du Comité Vérité et justice pour
Adama Traoré Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Contre leurs interdictions, reprendre la rue

Plusieurs milliers de personnes dans les rues de Paris le 30 mai. Plusieurs dizaines de milliers devant le TGI, toujours à Paris, le 2 juin. Malgré les interdictions prononcées par le préfet Lallement, les manifestantEs contre le racisme et les violences policières n'ont pas renoncé et ont fait la démonstration, comme cela a été le cas dans plusieurs autres villes ces dernières semaines, que la meilleure réponse aux interdictions de manifester était... le nombre de manifestantEs.

Le gouvernement pensait-il sérieusement qu'à l'heure de la réouverture des parcs et des centres commerciaux, nous allions nous soumettre à ces interdictions hautement politiques, destinées à contenir la colère sociale que le confinement avait temporairement fait disparaître des rues? La preuve est faite que la timidité des grandes organisations du mouvement ouvrier, au nom du respect d'un «état d'urgence sanitaire» qui n'a de sanitaire que le nom, doit être dépassée, et que la fin du confinement de nos libertés est plus que jamais à l'ordre du jour.

Face à la crise majeure qui s'annonce, avec des conséquences économiques et sociales qui menacent d'être désastreuses, le gouvernement a fait le choix d'apporter son soutien aux plus riches et aux grandes entreprises, poussant jusqu'à la caricature la politique mise en œuvre depuis l'élection de Macron. Il poursuit ainsi sa guerre contre les classes populaires et compte, pour la mener, sur un arsenal juridique toujours plus répressif et liberticide, et sur la pleine mobilisation des forces de l'ordre établi. Les manifestations contre le racisme et les violences policières qui se sont tenues ces derniers jours malgré les interdictions sont, à ce titre, une double épine dans le pied du pouvoir, puisqu'elles expriment à la fois un refus des interdictions administratives et une contestation de l'ordre policier. Elles fragilisent le gouvernement en donnant l'exemple de ce qui est possible et en plaçant dans une situation malaisée vis-à-vis des forces de police et de gendarmerie. Il s'agit donc de les amplifier et, partout, en manifestant contre les licenciements ou en défense de l'hôpital public, de faire passer ce message sans ambiguïté au gouvernement: vous ne nous ferez pas taire, on ne se laissera pas faire, et la rue est à nous.

À la Une

FACE AUX VIOLENCES POLICIÈRES, GOUVERNEMENTALES ET PATRONALES

Nos colères déconfinées

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre les violences policières ce samedi, quelques jours après le rassemblement de 20 000 personnes pour Adama Traoré devant le TGI de Paris, porte de Clichy, et une semaine après la Marche des Solidarités. Alors que la crise s'approfondit assortie d'interdiction de manifester, de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui ripostent.

14 JUILLET: LES PREMIÈRES LIGNES SUR LES CHAMPS ÉLYSÉES



La situation telle qu'elle se dessine depuis quelques semaines montre un approfondissement de la crise.

Un pouvoir de plus en plus autoritaire mais contesté

La gestion de la crise par le gouvernement Macron comme dans de nombreux pays européens a été assortie de mesures répressives et liberticides. La deuxième phase de déconfinement permet une reprise partielle des lieux de vie mais avec une interdiction de manifester stricte et une augmentation des motifs d'amendes. Ces données, si elles se sont approfondies dans la «période du Covid-19» ne sont pas nouvelles: les interdictions de manifestations, l'extrême répression des mouvements sociaux, le racisme d'État sont inextricablement liés à la période ouverte par la mise en place de l'état d'urgence

en 2015, qui les avait considérablement renforcés.

Le paradoxe de cette situation est que le gouvernement est très contesté, par les mobilisations de ces deux dernières années et par la gestion de cette crise. Fin avril, ce sont d'ailleurs les hospitalierEs qui ont sonné la fin du confinement des luttes. Ces deux dernières semaines ont vu des manifestations des soignantEs sur l'ensemble du territoire.

Contre la violence du système capitaliste et raciste, une riposte d'ampleur

Cette crise continue de produire de la violence à tous les niveaux. La crise du Covid-19 a approfondi les inégalités sociales, la période suivante ne les atténuera pas: des plans de licenciements ont été annoncés chez Renault (fermeture d'au moins trois usines), 3 000 licenciements à Airbus, 500 chez

Presstalis... Occupations d'usines, manifestations, la réponse des ouvrierEs menacés de licenciement a été immédiate. Après la Fonderie de Bretagne, MCA Maubeuge et les Fonderies du Poitou, à Choisy plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 6 juin.

De l'autre côté, la violence du racisme de la police, du racisme d'État visant les migrantEs et les personnes racisées, et de la répression, produit des révoltes en partie spontanées, même si le travail de terrain fait depuis des années par les collectifs et associations antiracistes comme le comité Adama a été essentiel pour que ces mobilisations émergent. Jamais, depuis longtemps, on n'avait pu observer des manifestations antiracistes aussi importantes. La date du samedi 13 juin, appelée par le Comité Adama, aura dans ce contexte une importance particulière.

Unifier les mobilisations, faire converger les luttes, changer de système

La crise politique touche aussi le mouvement ouvrier. De ce fait, le rôle qu'il a pu jouer dans cette dernière période, dite du Covid-19, montre sa décomposition partielle. Si les militantEs syndicaux ont eu un rôle essentiel dans la contestation des attaques sur les lieux de travail, pour soutenir les droits de retrait, les centrales syndicales n'ont pas cherché à organiser la confrontation, que ce soit autour des mobilisations du 1^{er} Mai, en appelant à la grève contre une reprise sans garanties sanitaires et sociales, ou sur la question de l'interdiction de manifester. Alors que la date du 16 juin est maintenant installée dans le paysage comme une date nationale pour la santé, elle devrait justement être une possibilité de faire converger les mobilisations: les luttes contre les licenciements dans les boîtes comme à Choisy, ou à la Fonderie de Bretagne, des luttes dans les hôpitaux notamment des personnels précaires, les mobilisations des travailleuses et travailleurs du groupe Korian, dans la fonction publique contre les suppressions de postes.

Cela montre la nécessité la nécessité de construire l'unité la plus large pour construire ces mobilisations, mais surtout de prendre des initiatives pour faire face aux régressions sociales dont notamment l'explosion du chômage, et à l'État autoritaire, en construisant les dates du 13 juin et du 16 juin comme des dates centrales, première étape d'une riposte d'ensemble. Dans de nombreuses villes, des réunions unitaires ont lieu pour proposer des initiatives, il s'agit de s'appuyer sur elles pour construire une mobilisation nationale. L'ampleur de la crise pose plus que jamais la question du changement de société et de la stratégie pour y parvenir.

Mimosa Effe

ÉTATS-UNIS

« L'Histoire est passée devant ma porte hier soir, portant l'avenir sur ses épaules »

Une manifestation est passée devant chez moi à Brooklyn il y a quelques nuits, un flot de milliers de jeunes de toutes races, portant des masques, marchant ensemble, criant le nom de George Floyd, demandant justice. J'ai vu l'Histoire se frayer un chemin à travers la ville, les jeunes portant l'avenir sur leurs épaules. C'est ainsi à travers l'Amérique depuis plus d'une semaine et les marches continuent et grandissent.

Des centaines de milliers de personnes dans les villes et villages des États-Unis se sont jointes aux manifestations pour protester contre le meurtre de George Floyd par la police et le fait

que les quatre policiers impliqués n'avaient pas été inculpés. Seul l'agent directement impliqué avait été inculpé après trois jours. Presque partout, les manifestantEs ont lié le meurtre de Floyd au racisme policier, à la

violence et aux meurtres dans leurs propres villes, exigeant l'arrestation des quatre officiers impliqués.

« Une déclaration de guerre contre les citoyens américains »

Les manifestantEs, pour la plupart âgés de 12 à 30 ans, sortent pour protester, portant leurs masques, malgré la propagation continue du coronavirus, prêts à risquer leur propre santé et leur vie pour s'élever contre les violences policières qui ont coûté tant de vies noires. Bien que les manifestations soient pacifiques, des incendies et des pillages ont eu lieu dans certaines villes, mais les manifestantEs

eux-mêmes ont souvent tenté de les arrêter. Dans de nombreux endroits, la police a délibérément et violemment attaqué les manifestations pacifiques, gazant, battant et arrêtant les participantEs. Pourtant, les fleuves de l'humanité continuent de couler dans les rues d'Amérique. Le 3 juin, le mouvement a remporté une victoire lorsque le procureur général du Minnesota a inculpé les quatre officiers, ce qui a provoqué des acclamations dans les rues.

En réponse aux protestations, les gouverneurs de plus de vingt États ont fait appel à la Garde nationale, la réserve militaire des États, pour tenter

BIEN DIT

Je connais ce sentiment qui ronge de l'intérieur, j'ai vu dans ma vie des drames liés à l'intervention des forces de l'ordre, à l'époque où j'étais un anonyme. Comme Adama Traoré, comme Zyed et Bouna, morts à 17 et 15 ans à Clichy-sous-Bois en 2005, j'ai couru quand je croisais le chemin de la police. Je n'avais alors pas de micro ouvert pour dire combien cette peur est réelle. Celle de mourir entre les mains des forces de l'ordre.

OMAR SY, l'Obs, 4 juin 2020.

Un monde à changer

LA BOURSE: VIVE LE SOCIALISME POUR LES RICHES!

Lundi 8 juin, le site financier Investir titrait que, pour la Bourse de Paris, le «gap» avait été comblé, ce qui veut dire que le CAC 40 est revenu au niveau d'avant le confinement. À New York aussi la Bourse atteint le niveau du début mars. Tout va bien pour les boursiers même si, de temps en temps, apparaît un petit peu de vague à l'âme car pour eux, ce n'est jamais assez: mardi 9, le CAC 40 baissait légèrement car le plan de soutien du gouvernement à la filière aéronautique n'est que de 15 milliards et non de 17 comme espéré par la finance!

Mis à part ces petites déconvenues temporaires, les Bourses prospèrent. Pourtant, la Banque de France anticipe une baisse de 10,3% du PIB français cette année et elle n'attend pas un retour à la «normale» de l'économie avant 2022. Quant au taux de chômage, il devrait monter jusqu'à 11,8% à la mi-2021. Au niveau mondial, toutes les institutions internationales annoncent une récession historique qui plongera des dizaines de millions de personnes dans le chômage et la misère.

Et pourtant, la Bourse va bien. Certes, comme les institutions dont on vient de parler, elle s'attend à une reprise en forme de V, c'est-à-dire avec un redémarrage la croissance fin 2020 ou en 2021. Pourtant rien de plus douteux.

En fait, ce scénario optimiste est loin d'être la principale raison de l'optimisme des Bourses mondiales. Elles ont compris que les gouvernements et les banques centrales leur accordaient désormais une garantie inconditionnelle, un assurance tout risque: quoi qu'il se passe, la survie des banques et des grandes entreprises est garantie. Crédits, subventions, allègements d'impôts se déversent. De petites entreprises vont succomber; dans certaines branches quelques moyennes ou grandes vont avoir des difficultés. Mais, pour les «gros», l'économie de marché est «socialisée», garantie par l'État. Pour la masse de la population, il n'y a pas de certitude pour le futur, mais pour les actionnaires, le beau temps est programmé.

Comme l'expliquait Bernie Sanders, l'ex-candidat aux présidentielles US: «*Les super-riches [...] ont usé de leur richesse et de leur pouvoir afin que le Congrès les renfloue. Pas mal comme système! Enfin, pour ajouter l'insulte à l'injure, on nous a expliqué que non seulement les banques étaient trop grosses pour faire faillite mais que, en outre, les banquiers étaient trop précieux pour aller en prison. Les gamins arrêtés avec de la marijuana écopent de casiers judiciaires. Les patrons de Wall Street qui participent à la destruction de l'économie voient leurs salaires augmenter. Comme le disait Martin Luther King, ce système, c'est le socialisme pour les riches et l'individualisme forcé pour tous les autres.*»

SANTÉ Charité ou «bien commun», pour la santé, il faut choisir!

Tandis que le «Séjour de la santé» tourne à la mascarade, le parlement vient d'adopter en première lecture le don de congés annuels aux hospitaliers. Les deux faces du «jour d'après» préparé par Macron et les siens.

Il aura suffi de quelques jours pour que l'écran de fumée du «Séjour de la santé» commence à se dissiper. Constatant que «dans ce Séjour, Nicole Notat est animatrice sans moyens ni marge de négociation» et qu'il n'y avait aucune proposition de la part du gouvernement, la fédération Sud santé sociaux en a claqué la porte le 3 juin. Aucun des trois préalables minimum posés (revalorisation de 300 euros des salaires, mise en stage des contractuels, moratoire sur la fermeture des lits et réouverture là où c'est nécessaire) n'a obtenu la moindre réponse. Sur la question des rémunérations, sur laquelle le gouvernement prétendait s'engager, aucune enveloppe, aucun chiffrage n'est fourni. La question principale, celle de la formation et du recrutement de personnel, et des financements pour y parvenir, n'est même pas à l'ordre du jour.

De la solidarité à la charité: le grand bond en arrière

Le 2 juin, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi LREM permettant aux salariéEs de donner des congés sous forme de «chèques vacances»



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

aux personnels des hôpitaux et des EHPAD.

Christophe Blanchet, député LREM initiateur du projet, a beau prétendre que cette proposition ne «se substitue pas aux mesures de grande ampleur nécessaires pour donner davantage de moyens» à l'hôpital, c'est bien pourtant de cela qu'il est question, les «mesures de grande ampleur» n'étant visiblement pas d'actualité pour le gouvernement.

Avec le «don de congés» le gouvernement tente, en semant la confusion, d'exploiter le formidable élan de solidarité avec les personnels

hospitaliers pour justifier un retour à la charité et aux «bonnes œuvres» dans le financement de la protection sociale. Dès lors la santé ne relèverait plus d'un droit garanti à toutes et tous, par des institutions et un financement public, mais d'une assistance d'État minimale complétée par des œuvres caritatives privées ou des institutions lucratives, pour ceux qui en ont les moyens. Celles et ceux qui ont soutenu les hospitalierEs, leur ont apporté des témoignages de solidarité, les ont applaudis le soir à 20 h, ne réclamaient pas que leurs dons se

substituent au financement public de l'hôpital. Ils exigeaient au contraire que la santé et l'hôpital deviennent enfin une priorité pour la société, et que celle-ci décide consciemment des moyens qu'elle met en œuvre pour répondre enfin aux besoins.

Objectif 16 juin

Faire travailler les salariéEs une ou plusieurs journées de plus gratuitement pour financer la protection sociale, au lieu d'augmenter les cotisations des employeurs, c'est évidemment un projet qui ravit le Medef, ce dont la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'est ouvertement félicitée.

La loi sur le chèque vacances est d'autant plus indécente qu'elle «oublie» un «détail». Pour utiliser les chèques vacances, encore faut-il avoir des congés. Or, faute de personnel suffisant, cet été, encore plus que les précédents, s'annonce critique dans les services, alors qu'y affluent les patientEs qui n'ont pas accédé aux soins pendant des mois, et que le risque d'une relance de l'épidémie n'est pas écarté. Quant aux «comptes épargne temps» ils débordent dans les hôpitaux, la pénurie ne permettant pas d'accorder les congés.

Seule une mobilisation de très grande ampleur, avec les personnels hospitaliers et l'ensemble de la société pour faire de la santé un bien commun, grâce à un service public de la santé et une Sécurité sociale solidaire, permettra d'inverser le cours des choses. Le succès de la grande journée du 16 juin doit en être la première étape. **Jean-Claude Delavigne**

Le chiffre

45%

C'est le taux d'augmentation des demandes d'aide alimentaire faites au Secours populaire depuis mars, par rapport à la même période l'année dernière. Une tendance qui, malheureusement, ne semble pas près de s'inverser...



Agenda

Jeudi 11 juin, rassemblements «#JedisColère» à l'appel des hospitalierEs. Hôpital Tenon (Paris 20^e), à 13 h devant l'entrée principale, 4 rue de la Chine; hôpital Robert-Debré (Paris 19^e), à 13 h 30 au 8 avenue de la porte du Pré-Saint-Gervais; hôpital Bichat (Paris 18^e), à 13 h devant l'hôpital; hôpital Casanova (Saint-Denis), à 13 h 15 devant l'hôpital.

Samedi 13 juin, mobilisation nationale contre les violences policières: vérité et justice. À Paris, à 14 h 30 à République.

Mardi 16 juin, manifestation «Pas de retour à l'anormal» pour l'hôpital public.

Samedi 20 juin, marche des Solidarités pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des CRA et un logement pour toutEs.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Des violences policières en France, ça n'existe pas.

CHRISTIAN JACOB, Europe 1, 8 juin 2020.

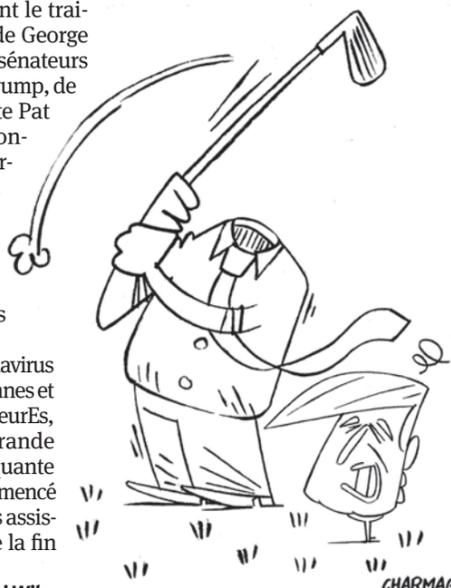
de rétablir l'ordre. Les protestations se poursuivant, Trump a qualifié les gouvernements de faibles et a déclaré qu'ils devaient recourir à la force «pour dominer» la situation. Le 1^{er} juin, Trump a menacé d'appeler des troupes américaines en service actif en utilisant la loi de 1807 sur l'insurrection. Le sénateur Ron Wyden, un démocrate de l'Oregon, a tweeté: «*Le discours fasciste que Donald Trump vient de prononcer frôlait la déclaration de guerre contre les citoyens américains.*» Le même jour, Trump a fait utiliser des gaz lacrymogènes et la force par la police et les troupes pour dégager des manifestantEs pacifiques afin qu'il puisse, avec le secrétaire à la Défense Mark Esper et le général Mark A. Milley, chef d'état-major interarmées, traverser une rue à côté de la Maison Blanche pour se rendre dans une église où Trump a posé devant les photographes en tenant une bible à la main.

Ruptures avec Trump

La menace de Trump d'appeler des troupes régulières a amené l'establishment militaire étatsunien à se retourner contre lui. Son propre secrétaire à la Défense l'a défié, affirmant que les troupes militaires n'étaient ni nécessaires ni appropriées. L'ancien secrétaire à la Défense de Trump, le général des Marines des États-Unis, James Mattis (qui avait démissionné en raison de divergences sur la Syrie), a écrit un article comparant Trump aux nazis et a déclaré que l'appel de Trump à des troupes constituait une menace pour la Constitution. L'amiral Mike Mullen, ancien chef d'état-major, a critiqué Trump pour son «*dédain pour les droits de manifester pacifiquement dans ce pays.*» Les quatre anciens présidents américains – Jimmy Carter, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama – ont publié des déclarations exprimant

leur inquiétude concernant le traitement raciste et violent de George Floyd. Et même quelques sénateurs républicains ont critiqué Trump, de même que le télévangéliste Pat Robertson [une des personnalités de la droite conservatrice chrétienne NDLR]. Dans le même temps, les sondages indiquent un net changement de l'opinion populaire des blancs vers la sympathie pour les noirs et la critique de la police. Dans un contexte où le coronavirus a tué plus de 100 000 personnes et où il y a 43 millions de chômeurEs, tandis qu'arrive la plus grande révolte sociale depuis cinquante ans, l'élite américaine a commencé à rompre avec Trump. Nous assistons peut-être au début de la fin de son régime

Dan La Botz, traduction Henri Wilno



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

APPRENTISSAGE

Encore un cadeau au patronat

Le Medef l'a demandé dans un communiqué le 20 mai, le gouvernement s'exécute : la prime versée aux entreprises de moins de 250 salariés pour l'embauche d'un apprenti sera élargie aux grandes entreprises, si elles peuvent justifier d'un taux d'alternants de 5% d'ici 2021, sous peine de remboursement de ces primes.

Le coût d'un apprenti la première année sera donc quasi nul : cette mesure fournit ainsi aux grandes entreprises une main-d'œuvre bon marché, dans la droite ligne de toutes les actions de ce gouvernement.



Des contrats appréciés du patronat... et du gouvernement

Une réforme en 2018 avait déjà largement facilité l'embauche d'apprentis par les entreprises : pas d'obligation de passage aux prudhommes en cas de rupture du contrat alors que c'était obligatoire auparavant, limite d'âge repoussée de 26 à 30 ans (au lieu de proposer une embauche en CDD à des jeunes déjà qualifiés, cela permet de les embaucher au statut d'apprentis), durée possible de travail passée à 39 heures... Pour « compenser » ces mesures régressives, le gouvernement avait proposé de financer une partie du permis de conduire des jeunes alternants. Manière de reconnaître l'insuffisance des salaires ? Le gouvernement s'est alors récemment félicité de la hausse du nombre de CFA (plus de 200 ont été créés en deux ans), et du record « historique » d'apprentis : 368 000 contrats signés en 2019, notamment dans le BTP et l'industrie.

Payés largement en-dessous du SMIC, selon une grille dépendant de leur âge, les apprentis constituent une main-d'œuvre appréciée du patronat pour les salaires au rabais et les aides gouvernementales. Dans les salons de coiffure, c'est monnaie courante d'embaucher des apprentis sans jamais les prendre en CDI par la suite.

Avec les annonces de Pénicaud, on continue sur la même lignée. Sur RTL, elle a déclaré : « On va payer le coût, le salaire de l'apprenti la première année, intégralement [...]. On vous demande juste de les former, mais on ne vous demande pas de les payer, alors qu'ils travaillent les jeunes apprentis. » Sauf qu'en élargissant le dispositif aux diplômés supérieurs au niveau bac, et non plus aux seuls diplômés équivalents au bac ou inférieur, le gouvernement ne fait que fournir une main-d'œuvre déjà qualifiée à moindre coût !

« Les jeunes ne seront pas la variable d'ajustement de la crise »

Voilà ce qu'elle a aussi tweeté dimanche dernier. Et pour cause pourrait-on dire... car les apprentis le sont déjà en temps normal ! Dans les boîtes qui annoncent des suppressions d'emplois, ou des hypocrites plans de sauvegarde de l'emploi, embaucher des apprentis permettra tout simplement de remplacer des travailleurs avec de l'ancienneté, qui pèsent bien plus dans les livres de compte, par des jeunes sous-payés. Dans l'automobile et l'aéronautique, la fédération patronale de l'industrie et de la métallurgie (UIMM) prévoit une baisse de l'ordre de 20% à 40% du nombre d'apprentis – et s'est donc empressée de demander une aide à l'État. Exactement la même méthode que les entreprises qui utilisent la crise actuelle pour réaliser des restructurations déjà prévues, comme c'est le cas à Renault.

La situation des apprentis, comme celle des milliers de jeunes qui rentrent sur le marché du travail, est partie prenante de la situation de l'ensemble des travailleurs, et cette précarité donne des raisons de se battre ensemble. C'est sur ces luttes-là qu'il va falloir compter pour empêcher les licenciements, et permettre embauches et hausses de salaires.

Selma Timis

ANTIRACISME Amplifier la mobilisation contre le racisme et les violences policières

Une formidable accélération politique. C'est ainsi que l'on peut décrire ce que nous connaissons depuis une dizaine de jours autour de la question du racisme et des violences policières. Bien malin serait celui qui aurait pu affirmer, il y a deux semaines, que ces thématiques allaient occuper une place centrale dans le débat public, au point qu'Assa Traoré soit invitée en plateau sur BFM-TV et que Christophe Castaner soit contraint de faire des annonces très mal reçues par les syndicats de policiers.

La mort de George Floyd aux USA, et les mobilisations qui s'en sont suivies, ont évidemment joué un rôle de déclencheur dans la séquence que nous connaissons actuellement. Il serait toutefois particulièrement erroné de considérer, comme le font certains éditorialistes et responsables politiques, que les importantes manifestations qui ont eu lieu en France ces derniers jours ne seraient qu'une forme de mimétisme de ce qui se passe aux USA. Dans l'hexagone comme ailleurs, se combinent en effet des problématiques communes au niveau international et des problématiques spécifiques liées aux histoires nationales.

Racisme structurel

L'argument selon lequel « la France, ce n'est pas les États-Unis », visant à disqualifier la dénonciation du racisme structurel en France, à ce titre, autant de consistance que l'argument « Israël, ce n'est pas l'Afrique du Sud », brandi contre celles et ceux qui qualifient Israël d'État d'apartheid. Il n'y a jamais de stricte équivalence entre deux situations historiques et/ou nationales, ce qui n'empêche pas d'identifier des processus similaires et de regrouper des situations sous un « label » commun. Viendrait-il à l'idée de qui que ce soit d'affirmer que l'on ne peut pas parler de démocratie représentative en France et aux USA au prétexte que « la France, ce n'est pas les États-Unis » ?

Le déni collectif qui a pu s'afficher dans les médias dominants face au caractère systémique du racisme fait



d'ailleurs précisément partie de la mécanique du... racisme systémique, dont l'une des conditions de reproduction est son « auto-négation » par sa dilution dans une dénonciation de « mauvais comportements » individuels. Notons que ce phénomène fait écho aux discours affirmant qu'il existerait des « hommes sexistes » et des « comportements sexistes » mais niant le caractère structurel de l'oppression des femmes... Ces derniers jours, cette attitude vis-à-vis du racisme a été poussée jusqu'à la caricature, avec la répétition ad nauseam de la formule « Il y a des policiers racistes mais il n'y a pas de racisme dans la police ».

Il se passe « quelque chose »

Les mobilisations antiracistes de ces deux dernières semaines ne sont pas un feu de paille, et traduisent des dynamiques profondément ancrées dans la société. Lorsque, le 30 mai, des milliers de sans-papiers et leurs soutiens défilent

dans les rues de Paris malgré une interdiction préfectorale, c'est qu'il se passe « quelque chose ». Lors du 2 juin, des dizaines de milliers de personnes, très majoritairement des jeunes, voire des très jeunes, racisés, issus des quartiers populaires, se retrouvent devant le TGI de Paris autour de mots d'ordre particulièrement radicaux, là encore malgré une interdiction préfectorale, c'est qu'il se passe « quelque chose ».

Oui, il existe un racisme institutionnel en France, qui s'exprime tout autant dans les politiques criminelles à l'égard des migrants et des sans-papiers que dans la pratique systématique des contrôles au faciès, souvent à l'origine des crimes policiers. Et c'est contre ce racisme institutionnel que des dizaines de milliers de personnes se lèvent aujourd'hui en France, au premier rang desquelles les « premiers concernés », pas contre des idées dangereuses ou des comportements individuels intolérables.

Un rapport de forces est engagé

Ces derniers jours, la question du racisme et des violences policières a été posée dans le débat public à une échelle inédite en France. La fébrilité du pouvoir est palpable, lui qui est si dépendant de ses bonnes relations avec les flics et leurs organisations, au point que Castaner a été contraint de faire des annonces (fin de l'utilisation de la clé d'étranglement, suspension des policiers coupables de racisme) et que Macron lui-même est intervenu auprès de la ministre de la Justice Nicole Belloubet pour qu'elle se penche au plus vite sur le cas d'Adama Traoré.

La réponse du Comité Adama a été cinglante, avec le refus de rencontrer la ministre et l'appel à une nouvelle journée de mobilisation samedi 13 juin, tandis que la Marche des Solidarités appelle à se mobiliser le 20 juin avec les sans-papiers. Un rapport de forces est engagé, qu'il s'agit de continuer à construire en refusant toutes les diversions, qu'elles viennent du pouvoir ou d'une certaine « gauche » qui brille depuis de longues années par son absence dans les luttes contre le racisme et contre les violences policières, quand elle n'a pas été elle-même la cible légitime de ces combats lorsqu'elle était au pouvoir. Un rapport de forces qui a déjà, en outre, commencé à contribuer à modifier le climat politique et social global, donnant une explosivité à la sortie du confinement et jouant le rôle d'encouragement à l'ensemble des mobilisations.

Julien Salingue

ÉDUCATION NATIONALE Blanquer profite du déconfinement pour déréglementer et réprimer un peu plus

« Sport, santé, culture, civisme » (« 2S2C »), le nouveau jouet de

Jean-Michel Blanquer est bien plus dangereux qu'il ne peut paraître au premier abord. Si renforcer les dispositifs d'accueil des enfants afin de limiter les effectifs dans un but avant tout sanitaire peut paraître louable, il semble que 2S2C remplisse un tout autre objectif. En venant confier aux communes l'accueil des élèves sur le temps scolaire pour des activités dévolues en temps normal aux enseignants, le ministre prend une mesure reposant sur l'inégalité territoriale avant tout. Les communes, en fonction de leur richesse et/ou de la couleur politique de la municipalité, pourront en effet mettre des contenus bien différents d'un endroit à un autre, des personnels bien différents statutairement aussi.

Renforcer les inégalités des élèves face à l'école, renforcer la précarité des personnels semble bien être l'objectif d'une mesure d'accueil supposée provisoire mais qui peut durer longtemps, à l'image de l'état d'urgence sanitaire qui semble ne pas trouver de fin.

Alors que l'enseignement à distance a abandonné beaucoup d'élèves, laissés sans possibilité de progresser loin de l'équipe pédagogique qui les suit habituellement, le déconfinement suit la même logique et va même plus loin en proposant de retirer aux élèves une partie de leurs enseignements, culturels, artistiques et sportifs en particulier. Et gare à celles et ceux qui résistent au rouleau compresseur néolibéral : des enseignantEs mobilisés contre le bac Blanquer sont aujourd'hui durement réprimés.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Blanquer ne supporte pas la contestation de sa politique libérale-autoritaire

Mis en place pour maintenir les effectifs en dessous de 15 élèves, ce dispositif montre bien qu'une école qui veut accueillir les élèves dans des conditions sanitaires

acceptables ne peut continuer d'entasser les enfants par paquet de 30 dans des locaux souvent vétustes, trop exigus et sans assez de toilettes et de lavabos. L'investissement public doit donc aller de toute urgence à la rénovation et à l'extension du bâti scolaire,

au recrutement des personnels statutaires nécessaires pour que 15 élèves devienne la norme !

L'hiver dernier, les mobilisations contre le bac 2021 version Blanquer ont été nombreuses. Beaucoup de lycées ont vu la mise en place des épreuves anticipées « E3C » perturbées par les grèves et les manifestations des lycéenEs et des personnels. Après la crise sanitaire, le ministre reprend la répression contre les protagonistes de ces mobilisations : à Strasbourg, un assistant d'éducation (Yann) est menacé de licenciement ; à Melle (Deux-Sèvres), trois enseignantEs sont suspendus pour les mêmes motifs. Ce gouvernement n'a pas d'autre réponse à la contestation légitime de ses contre-réformes que la répression. Toutes et tous ensemble, il faut les arrêter.

Camille Sediart

La pandémie a approfondi les problèmes socio-économiques de la région, tandis que les régimes ont souvent profité des mesures de confinement pour renforcer la répression contre les activistes.

Liban: «Thawra 2»

Avant même la fin officielle du confinement au Liban mi-avril, les premières manifestations ont repris après plus d'un mois d'arrêt. Les protestataires à travers le pays ont relancé les slogans de la contestation née le 17 octobre dernier, en dénonçant le système confessionnel et néolibéral libanais. À la fin avril, l'armée a abattu un jeune manifestant dans la ville de Tripoli au nord du pays. Dans cette région, la plus pauvre du pays, cela a provoqué une explosion de colère populaire contre les forces de l'ordre. La répression n'a cessé de s'amplifier. Des centaines de manifestantEs ont été arrêtés. Des accusations de torture ont également été lancées à plusieurs reprises contre certains services de sécurité.

Les revendications portant sur les questions socio-économiques sont d'autant plus mises en avant que le pays traverse la pire crise économique depuis la fin de la guerre civile il y a plus de 30 ans. Depuis la mi-mars, il y a une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat, en raison notamment de la chute de la valeur de la monnaie nationale de plus de 150% (passant de 1500 à 4000 livres libanaises pour 1 dollar), de l'inflation et de la hausse alarmante du chômage qui aurait dépassé les 50%.

La proportion des LibanaisEs vivant sous le seuil de pauvreté va probablement dépasser les 50% en 2020, un chiffre évalué à 30% avant la crise du Covid-19. En même temps, l'État a dû annuler un programme de distribution d'aides promises à grande échelle en raison d'erreurs grossières relevant de l'incompétence et du clientélisme politique

MOYEN-ORIENT La contestation populaire est de retour

La pandémie du Covid-19 n'aura constitué qu'une trêve momentanée dans les mouvements de protestation populaire pour la liberté et la justice sociale dans la région.



DR

dans l'établissement des listes de bénéficiaires.

De nombreuses banques ont été la cible des manifestantEs, qui ont saccagé plusieurs établissements et agences dans différentes régions du pays. La colère n'a cessé d'augmenter contre le «pouvoir des banques» associées aux élites politiques néolibérales et confessionnelles qui ont joué un rôle fondamental dans la politique économique du pays, accumulant des profits monumentaux ces dernières décennies, et durant la crise actuelle.

De son côté, le gouvernement libanais avance sur un programme de «réformes» en liaison avec les demandes du FMI et d'autres institutions financières internationales pour obtenir un prêt de plusieurs milliards de dollars. Ces «réformes» incluent des politiques

de privatisation et d'austérité qui toucheront durement les classes populaires du pays.

En Irak, retour dans la rue

En Irak, le mouvement de protestation connaît également un nouveau souffle à mesure que le déconfinement avance. Le 10 mai a marqué le retour de manifestations massives à Bagdad et dans le sud du pays, alors que des mesures d'austérité sont déjà annoncées. La suspension des manifestations n'avait pas signifié l'arrêt des activités militantes. Les contestataires ont organisé notamment des initiatives de prévention sanitaire et mis en œuvre des collectes de fonds et de denrées de première nécessité pour les plus touchés par les conséquences économiques de la crise pétrolière et d'un confinement qui

les prive de leurs revenus journaliers. L'économie du pays dépend en grande partie des ventes d'hydrocarbures qui représentent 99% des exportations et 93% des recettes du pays.

Selon la Banque mondiale, 2020 s'annonce comme la pire année pour l'Irak depuis l'invasion et l'occupation étatsunienne de 2003. Le PIB s'est contracté de 9,7%, le taux de pauvreté s'élève à 20% et pourrait même doubler au cours des mois à venir.

Les manifestations doivent également faire face à la violence continue des milices fondamentalistes islamiques chiïtes qui poursuivent leurs attaques meurtrières contre les manifestantEs. Depuis le déclenchement du soulèvement populaire en Irak en octobre, il y a eu près de 670 personnes tuées et plus de 24 400 blessées.

Pas d'alternative à la résistance

La pandémie avait permis aux États de la région d'imposer des mesures de confinement, non pour des raisons sanitaires ou par volonté de protéger la santé des classes populaires, mais pour mettre fin aux mouvements de contestation. Cela n'aura constitué qu'une parenthèse, les manifestations et actions de résistance populaire sont de retour et réitérent leurs demandes de changements radicaux face à une aggravation des problèmes socio-économiques et au renforcement des politiques autoritaires.

Joseph Daher

Article paru dans le n°368 de *solidarités* (Suisse).

HONG KONG Faire face à la nouvelle offensive du pouvoir

Les mobilisations avaient fait rage à Hong Kong en 2019. Le pouvoir local, qui était à l'époque en première ligne, avait dû retirer son projet de loi d'extradition, mais n'avait pas reculé sur les quatre autres revendications. Le mouvement s'était ensuite essoufflé face à l'ampleur de la répression et l'échec de la tactique de choc frontal avec la police.

Mais le fleuve n'est pas pour autant rentré dans le lit. Au même moment, de nouvelles tactiques ont vu le jour, marquées par les élections locales du 24 novembre où l'opposition a raflé 81% des sièges, et une prolifération exponentielle de nouveaux syndicats. Les mouvements sociaux ont ensuite stagné avec la pandémie, même si le début de celle-ci a été marquée par une grève sans précédent de cinq jours dans la santé publique.



Conférence de presse des organisations lycéennes. JONATHAN WONG

Offensive liberticide

L'offensive liberticide reprend en ce moment de plus belle. Mais cette fois-ci le pouvoir de Pékin a relégué les marionnettes locales aux vestiaires et s'est placé en première ligne.

Le 28 mai, il a officialisé sa décision d'imposer très rapidement aux hongkongaisEs une loi permettant de réprimer toute activité considérée par lui comme «sécessionniste», «subversive», «terroriste» ou lié à une «ingérence étrangère». En clair, un alignement sur nombre de règles en vigueur en Chine continentale.

Le procédé utilisé est tout aussi grave que le contenu de ces mesures. Un organisme du pouvoir chinois a été chargé de rédiger un texte qui sera introduit de façon unilatérale dans celui servant de Constitution à Hong Kong. Toute la mise en place de cette politique liberticide est prise en charge depuis Pékin.

Si cette décision du pouvoir de Pékin n'est pas bloquée, tout individu et toute organisation pourra être bâillonné, toute manifestation ou grève pourra être interdite. Il suffira pour cela au pouvoir de les étiqueter comme «sécessionniste», «subversif», «terroriste» ou lié à une «ingérence étrangère». Il pourra en aller de même pour toute action de solidarité internationale.

La riposte s'organise

Jeudi 4 juin, la veillée annuelle de commémoration du massacre de Tiananmen de 1989 avait été vigoureusement interdite sous prétexte de Covid-19. Des milliers de personnes ont néanmoins bravé cette interdiction.

Samedi 6 juin, un appel à la grève a été lancé par la centrale syndicale HKCTU, et une série d'organisations syndicales non confédérées qui se sont créées suite aux mobilisations de 2019. Ne voulant pas décider à la place des salariéEs, elles organisent à partir du 8 juin un vote sur l'organisation d'une grève d'avertissement de trois jours. La décision d'appeler à la grève résultera de deux conditions : un nombre de votantEs d'au minimum 60 000 salariéEs, un pourcentage de 60% des suffrages exprimés en faveur de cette grève.

Une consultation comparable se déroule simultanément parmi les lycéenEs : le quorum retenu est de 10 000 élèves.

Dominique Lerouge

ÉTATS-UNIS La question de l'exclusion des syndicats policiers de l'AFL-CIO

Le Comité exécutif du MLK Labour (Martin Luther King County Labor Council) fédère plus de 150 syndicats rassemblant 100 000 travailleurEs dans la région de Seattle (Washington). Il a adopté, jeudi 4 juin, une résolution fixant un ultimatum à la Seattle Police Officers Guild (la Guilde des fonctionnaires de police de Seattle) : soit elle engage la lutte contre le racisme systémique de la police de Seattle, soit elle assume le risque d'une exclusion.

La Police Officers Guild représente les agents de police de Seattle. Elle négocie leurs contrats de travail. Elle fait partie du MLK Labour depuis six ans. La résolution souligne : «*Contrairement à la déclaration [de la Guilde], les événements récents ne sont pas dus à quelques "malfaiteurs"*». La résolution affirme clairement : «*Nos policiers sont suréquipés d'armes mais dépourvus d'outils pour démanteler le racisme dans leurs propres rangs ou pour fournir les services dont notre communauté a besoin.*»

La résolution exige, avant quinze jours, une rencontre entre les membres de la Guilde et le Comité exécutif, leur participation à un atelier de lutte contre le racisme institutionnel et les met en garde sur le fait que «*leurs contrats ne leur permettent pas d'échapper à leur responsabilité légale.*» Le Comité exécutif donne jusqu'au 17 juin à la Guilde pour adopter ces mesures. Faute de quoi, il se prononcera sur l'opportunité d'exclure la Guilde.

«La réponse n'est pas d'exclure et de condamner»

Toutefois, les animateurs des manifestations doutent que les services de police puissent être réformés ou «enjoins» à lutter efficacement par eux-mêmes contre le racisme systémique.

Par sa remise en question d'un syndicat de police, cette résolution est néanmoins l'une des plus énergiques de toutes celles qu'ont pu formuler des fédérations syndicales affiliées à l'AFL-CIO.

Elle est adoptée alors même que le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, vient de refuser d'exclure l'International Union of Police Associations – et d'autres syndicats d'organismes chargés du maintien de l'ordre public – de l'AFL-CIO, la plus grande fédération syndicale des États-Unis.

Richard Trumka a déclaré à l'agence Bloomberg, vendredi 5 juin, qu'il ne couperait pas les liens avec les syndicats de police parce que «*les policiers et tous ceux qui travaillent*

pour gagner leur vie ont le droit de négocier des conventions collectives» et que «*la meilleure façon d'utiliser notre influence contre l'inconduite policière est de débattre avec nos adhérents policiers plutôt que de les isoler.*»

Il a déclaré mercredi 3 juin aux dirigeants syndicaux et aux journalistes que «*la réponse n'est pas d'exclure et de condamner*» les syndicats de police, tout en enjoignant simultanément les responsables syndicaux à lutter contre le racisme.

Richard Trumka a félicité la Fédération syndicale du Minnesota pour avoir exclu Bob Kroll, le président ouvertement raciste de la Fédération des policiers de Minneapolis. Il a également déclaré que le mouvement syndical doit jouer un rôle central au sein du mouvement pour la justice raciale «*parce que protester contre la brutalité raciale, qu'elle soit le fait d'un policier, d'un voisin ou d'un employeur, n'est pas seulement une bonne action. C'est un devoir.*»

«Les travailleurs doivent nettoyer leur propre maison»

Mais les militantEs pour la justice raciale soutiennent que le moment est venu de «les exclure» et qu'il est déjà arrivé à l'AFL-CIO de procéder à une telle mesure, comme ce fut le cas avec les Teamsters [syndicat des camionneurs gangrené par des pratiques mafieuses] et d'autres syndicats.

Faye Guenther [présidente de l'United Food and Commercial Workers Local 21 (UFCW 21), membre du MLK Labour] affirme qu'au lieu de compter sur les policiers pour gonfler les adhésions, le mouvement syndical doit devenir antiraciste, s'impliquer dans les communautés et les mouvements de justice sociale pour assurer son avenir et sa croissance.

«*Les travailleurs doivent nettoyer leur propre maison*», a-t-elle déclaré. «*Nous avons besoin de personnes de bon cœur et de bonne volonté, et de personnes qui croient en l'équité raciale, l'équité entre les sexes, l'équité LGBT et l'équité trans pour rejoindre notre mouvement et nous aider à reconstruire notre capacité de lutte contre la cupidité des entreprises, pour réaffirmer notre pouvoir, pour disposer d'un atout antiraciste, pro-démocratie et être l'âme humaniste du mouvement ouvrier.*»

Candice Bernd

Traduction rédaction À l'Encontre, version intégrale en ligne sur <https://alencontre.org/ameriques/america/nord/usa/etats-unis-la-question-de-l'expulsion-des-syndicats-policiers-de-lafl-cio.html>



ENJEUX INTERNATIONAUX DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

PARTOUT DANS LE MONDE, LES CLASSES POPULAIRES ET LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

Il faut résister à l'illusion d'optique selon laquelle la pandémie de Covid-19 serait derrière nous. Le lundi 8 juin, le directeur de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus annonçait ainsi, lors d'une conférence de presse, que la journée du 8 juin était celle du plus grand nombre de nouvelles contaminations recensées à l'échelle mondiale : « *Bien que la situation en Europe s'améliore, dans le monde elle s'aggrave* ». L'OMS confirme en outre ce qui a été visible dans les pays les plus durement touchés par la pandémie jusqu'à présent : partout dans le monde, les classes populaires et les femmes sont en première ligne.

Inégalités sociales face à l'épidémie

De la France au Brésil en passant par les États-Unis, les chiffres sont sans appel : au sein d'un pays donné, les plus pauvres sont davantage touchés par le virus, et en meurent davantage. Nous l'avons déjà évoqué dans nos colonnes : ce n'est pas un hasard

si la Seine-Saint-Denis a connu une surmortalité beaucoup plus élevée que les départements voisins (+ 130% sur les mois de mars et avril, soit deux fois plus qu'en Seine-et-Marne ou dans les Yvelines). En Grande-Bretagne, les autorités sanitaires annonçaient début mai que le taux de mortalité lié au Covid-19 était de 55 pour 100 000 dans les zones les plus pauvres, contre 25 pour 100 000 dans les zones les plus riches. Aux États-Unis, où la collecte de statistiques ethniques est une pratique courante et montre à quel point inégalités sociales et inégalités raciales sont intimement liées, les noirs ont deux fois plus de risques que les blancs d'être touchés par le Covid, et trois fois plus de risques d'en mourir.

Ces inégalités sociales face à l'épidémie résultent de différents facteurs : moins bon accès à la santé, risques de comorbidité plus élevés, plus importante exposition au virus... Les travailleurEs de « première ligne » cumulent en effet, sauf exceptions, le fait d'exercer

des activités professionnelles qui ne pouvaient être confinées avec une santé plus dégradée (diabète, obésité, hypertension artérielle...) et un moindre accès aux services de santé et/ou à la couverture maladie. Selon les chiffres de l'Ined, en France, 41% des travailleurEs dont le revenu se situe dans le quartile inférieur (au plus 1350 euros net par mois) appartenaient au groupe le plus fortement exposé à la contamination du fait de l'activité professionnelle, contre 12% de celles et ceux dont le revenu se situe dans le quartile supérieur (au moins 2750 euros). Et l'on retrouve le même type de chiffres dans la plupart des pays : le Covid-19 est venu se « greffer » aux inégalités déjà existantes, et les a renforcées.

Inégalités de genre

Parmi ces inégalités, celles entre hommes et femmes sont particulièrement marquées. Les femmes se sont ainsi retrouvées en première ligne face à l'épidémie, particulièrement exposées du fait de l'inégale répartition genrée

des activités professionnelles. En France, les chiffres sont là encore sans appel : 88,2% des aides-soignantEs sont des femmes, tout comme 86,6% des infirmierEs et 89% du personnel des EHPAD ; les femmes représentent en outre 87,8% des caissierEs et 84,5% du personnel des services directs aux particuliers, dont les aides à domicile. Autant de professions qui ont été particulièrement exposées, et qui continuent de l'être, et auxquelles s'ajoutent, avec le confinement, d'autres métiers au contact du public, à l'image des vendeurEs dans les magasins, qui sont à 70,3% des femmes.

Ces chiffres se retrouvent, là encore, au niveau international, et se combinent aux éléments évoqués plus haut (accès à la santé, moindres revenus, etc.), faisant des femmes une catégorie particulièrement exposée au virus même si, pour diverses raisons que les scientifiques n'ont pas toutes établies (moindres risques de comorbidité, meilleure immunité), il y a une surreprésentation des hommes parmi les cas graves et donc au niveau de la mortalité. Ce qui ne signifie nullement qu'elles ne figureront pas, et ne figurent pas déjà, parmi les premières victimes « indirectes » du virus, avec notamment l'accroissement des violences de genre et les conséquences de la crise économique et sociale, qui frappe plus durement les plus précaires, et donc les femmes. Autant d'éléments qui confirment ce que nous affirmons depuis le début de la pandémie : ceux qui prennent les décisions ne ressemblent guère à celles et ceux qui sont en première ligne, dans tous les sens du terme, face au virus, et qui seraient pourtant les mieux placés pour savoir ce qui est bon pour la grande majorité d'entre nous, et non pour une petite minorité. C.B.

LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE (ET SUR TOUTS LES FRONTS)

ILS ONT POUSSÉ PENDANT LE CONFINEMENT...



CHARMAG

LE DÉVELOPPEMENT IN

L'actuelle pandémie est un « fait total » qui combine des facteurs multiples (biologiques, médicaux, écologiques, politiques, sociaux, culturels...). La diffusion du virus SARS-Cov-2, responsable de la maladie Covid-19, dépend des déplacements et de la fréquence des contacts humains (et non pas, par exemple, du commerce des animaux) ; ce qui influe sur sa géographie tant mondiale que locale.

Ne pas confondre régimes politiques et société

L'expansion internationale très rapide de ce coronavirus est liée à sa grande contagiosité, mais aussi à la densité sans précédent des échanges suscités par la mondialisation capitaliste (où la Chine occupe une place centrale). Elle a initialement suivi un axe est-ouest (suivant la principale direction du trafic aérien) et plus tardivement (ou plus lentement) un axe nord-sud (vers l'Afrique ou l'Amérique latine). L'Eurasie (puis les États-Unis) est ainsi devenue le socle de la pandémie. Cependant, au sein de cette partie du monde, les caractéristiques de l'épidémie varient considérablement suivant les pays, y compris voisins. La réponse des autorités, mais aussi des populations, explique pour une grande part ces variations. Pour le comprendre, il ne faut cependant pas confondre régimes politiques et société. La poigne d'une dictature n'est pas garante d'efficacité!

La Thaïlande représente ici un cas type. Le pays est dirigé par une junte militaire royaliste (et un monarque caractériel), mais son bilan – bien que moins bon que celui de Hong Kong, Taïwan ou du Vietnam – est infiniment meilleur qu'en France (57 morts recensés, pour une population comparable). Après des débuts chaotiques, les autorités de santé



ont mobilisé sur le terrain les milliers de membres des Volontaires de santé des villages (VHVs) et 15 000 autres volontaires dans la capitale pour mettre en œuvre les mesures sanitaires. Quant à la population, elle s'est immédiatement masquée sans se soucier de l'avis contraire de l'OMS et sans attendre de directives officielles. Elle utilisait déjà le masque facial contre la pollution et fait aussi preuve d'une grande hygiène personnelle (que les Français en prennent de la graine) et ce, jusque dans les bidonvilles.

Loins des clichés culturels

Il faut se méfier des clichés culturels. Le Japon n'est pas le pays de la distanciation sociale, même si l'on s'y salue à distance. Il suffit de prendre les transports en commun ou de manger dans des restaurants populaires pour s'en convaincre. La culture (telle l'hygiène en Thaïlande), façonnée parfois par l'expérience d'épidémies ravageuses, n'en joue pas moins. Tout laissait penser que Hong Kong deviendrait l'un des pires foyers d'infection (densité de population, logements exigus et promiscuité forcée, contact direct avec une région infectée de Chine...). Il n'en a rien été. Là aussi, la population,

PANDÉMIES OU ÉCOS

Les pandémies ne datent pas d'aujourd'hui. On a cru les éliminer grâce aux avancées scientifiques et sanitaires, et certains voulaient croire que la « grippe espagnole » de 1918-1919 serait la dernière. Non seulement elles font leur retour sous la forme de maladies « émergentes » (grippes...) et font 18,3 millions de morts par an, mais aussi sous la forme de « zoonoses » (transmissions de l'animal à l'humain).

Que nous racontent ces pandémies ?

L'analyse des pandémies (sida, Ebola, SRAS, paludisme, grippe aviaire, Nipah, Covid-19) fait apparaître toujours les mêmes causes : le réchauffement climatique, la baisse de biodiversité, la destruction d'écosystèmes (déforestation...), l'agriculture mondialisée et le commerce international, l'utilisation de la « viande de brousse » et son commerce dans des conditions favorisant les pathogènes des espèces impactées, l'élevage intensif dans de mauvaises conditions d'hygiène, créant des « ponts » génétiques vers Homo

sapiens, la concentration de populations humaines dans de mauvaises conditions de vie dans ces zones de « ponts », la mondialisation des échanges humains et commerciaux, le cadre global de l'augmentation de la population humaine (on est passé de quelques centaines de milliers d'individus à sept milliards). Comme on le voit, c'est bien la façon dont l'espèce humaine habite son environnement qui est en cause et cela nous donne du coup aussi les clés pour agir. Non pour supprimer les maladies et les pathogènes, mais pour en réduire de manière importante les impacts.

Quoi faire ?

Il est contre-productif et erroné d'incriminer la démographie humaine et d'en déduire des logiques néo-malthusiennes consistant à penser que les pandémies « font le ménage ». Contre-productif car c'est justement le développement des instincts sociaux et la capacité d'aide et de soutien aux plus « faibles » qui est à l'origine du succès évolutif d'Homo sapiens. Erroné car tous les démographes

ILÉGAL ET COMBINÉ DE LA PANDÉMIE



JOHNS HOPKINS UNIVERSITY

éprouvée en 2003 par le précédent virus SARS, s'est immédiatement masquée (à l'encontre des directives officielles), puis des mesures de quarantaines ont été mises en œuvre. Malgré un système hospitalier limité, le Vietnam présente l'un des meilleurs bilans (aucun mort), ayant agi très vite, fermant sa frontière avec la Chine, organisant les quarantaines, mobilisant les réseaux sociaux, fournissant les masques...

Nous parlons ici de pays où des conditions sanitaires minimums peuvent être respectées. C'est loin d'être le cas partout. De l'Inde aux bidonvilles de Buenos Aires (Argentine) ou aux quartiers populaires de Cape Town (Afrique du Sud), la population manque parfois de tout, y compris d'un accès à l'eau courante. Le confinement signifie aussi la faim pour les travailleurs du secteur informel, même là où des mesures de soutien sont prises en faveur des salariés. Les conditions sociales d'une explosion de l'épidémie sont alors réunies, comme à Manille (Philippines) — en espérant que la jeunesse de la population limite le taux de mortalité.

L'éloignement protège certaines populations, mais si l'épidémie dure, il devient insuffisant, comme

pour les populations indigènes d'Amazonie menacées par la politique agressive de Bolsonaro. Une fois que le virus est présent, ce qui peut encore ralentir sa diffusion c'est la dispersion de l'habitat, ce qui explique que certaines régions rurales (même en Europe) sont plus protégées que d'autres (un village regroupé sur un carrefour routier peut devenir un foyer d'infection...).

Le rôle de la géopolitique mondiale

On a fait ici appel à la micro-géographie humaine, mais revenons-en à la géopolitique mondiale. La crise capitaliste globale débouche sur l'effondrement des mécanismes de coopération intergouvernementale et une montée spectaculaire de l'irrationnel. Enjeux de luttes de puissances, l'OMS ne peut plus jouer le rôle qui fut un temps le sien. Des pays entiers deviennent otages de grands caractériels, dont Bolsonaro est l'exemple le plus achevé. Le Brésil est devenu le principal foyer pandémique en Amérique latine. L'extrême droite religieuse et certaines sectes évangélistes ont joué un rôle majeur dans l'envolée brutale de l'épidémie dans des pays comme la Corée du Sud ou la France. Aux États-Unis, des magasins interdisent l'entrée à toute personne portant un masque (vous avez bien lu)!

En Europe occidentale, la pandémie s'est développée d'autant plus que les États membres de l'UE ont été incapables de coordonner leurs actions pour se porter au secours des premiers frappés (l'Italie...). L'Allemagne (Merkel est une scientifique, ce qui aide) a, pour sa part, réagi très vite, mobilisant sa capacité industrielle et hospitalière, limitant la casse relativement à ses voisins. La France s'est trouvée démunie — donnant l'exemple d'un pays tout à la fois impérialiste et dépendant. La Grande-Bretagne s'en est remis

plus longtemps que ses voisins à la politique du «laissez faire» (la tentative initiale de Macron) au nom de «l'immunité collective», avec un résultat désastreux (en particulier pour les soignantEs). La Suède se vantait de suivre une voie originale, son bilan s'avère aujourd'hui plutôt négatif. Il faudra tirer avec du recul un bilan des diverses politiques suivies, mais celui de l'Union européenne est pathétique. Aujourd'hui encore, chaque État membre agit hors concertation. Les frontières nationales restent en conséquence l'instrument obligé de politiques sanitaires qui, pourtant, exigeraient d'être élaborées et mises en œuvre de façon coopérative.

Tirer les leçons de l'expérience internationale

La première vague épidémique s'épuise dans certains pays comme la France (du fait du confinement et peut-être de sa dynamique propre), alors qu'elle débute ailleurs. Le virus SARS-Cov-2, responsable de la maladie Covid-19, ne cesse de surprendre et on se gardera de tout pronostic. La chaleur estivale n'est pas un facteur déterminant (comme en témoigne sa vivacité dans des pays tropicaux). La pandémie mondiale se poursuit et les scénarios d'extinction naturelle ou d'éradication (en l'absence de vaccin et même de traitement) semblent improbables.

Tirer des leçons de l'expérience internationale reste donc indispensable. Une chose est certaine, les autorités françaises ont fait avec constance l'inverse de ce qui aurait été nécessaire dans la phase initiale de l'épidémie, érigeant le mensonge d'État en politique. Pour notre part, il est particulièrement important d'introduire dans nos plans santé la très grande richesse de l'expérience internationale en matière d'auto-mobilisation de la population et de solidarité populaire active face à la crise.

Pierre Rousset

SOCIALISME, IL VA falloir CHOISIR!



prévoient une augmentation vers 9 milliards d'individus, puis une décroissance.

Donc il faut agir sur les autres causes, pour ne pas se retrouver la prochaine fois à sauver les meubles en catastrophe en mettant en place des mesures de «confinement», destructrices des liens sociaux et favorisant la misère de populations entières, qui en retour est un élément favorisant... les pandémies!

Ces causes sont justement celles sur lesquelles on peut agir

– Il faut limiter au maximum les risques avec un système économique non destructeur pour les écosystèmes, en laissant de la place à des milieux naturels moins ou non anthropisés (en particulier en protégeant les forêts tropicales et équatoriales);

– Il faut mettre fin aux élevages et à l'agriculture intensives. L'alternative est un système agricole

plus diversifié et complexe constitué d'une mosaïque de polycultures et élevages locaux;

– Il faut diminuer de manière drastique les «échanges» inutiles en termes d'intérêt collectif (la mondialisation);

– Il faut décarboner l'économie pour stopper le réchauffement climatique.

Si l'on ajoute à cela l'investissement massif dans les systèmes de santé (matériels, personnels, capacités locales de production, capacités de recherche scientifique) conçus comme un service public et non comme le terrain de jeu d'intérêts privés qui se nourrissent sur la misère et les souffrances des populations, on a la réponse nous permettant de vivre le mieux possible avec nos pathogènes.

Pour appliquer ce plan, le système capitaliste n'est pas adapté, même dans les versions vertes qu'il propose déjà. Il est le pire de tous. Les causes des pandémies sont au cœur de ce mode de rapport avec notre environnement. Il faut en changer. Nous avons besoin plus que jamais d'une société écosocialiste.

Commission nationale écologie

RECHERCHE: MISÈRE DU PUBLIC, COURSE AU PROFIT DANS LE PRIVÉ

L'épidémie est en train de se calmer en France. Ceci est peut-être dû, outre l'effet du confinement, à une contagiosité moins grande que prévue dans la population par existence chez les gens déjà exposés à des virus de la famille des corona dont le rhume (corona dépendant) d'anticorps et de cellules tueuses.

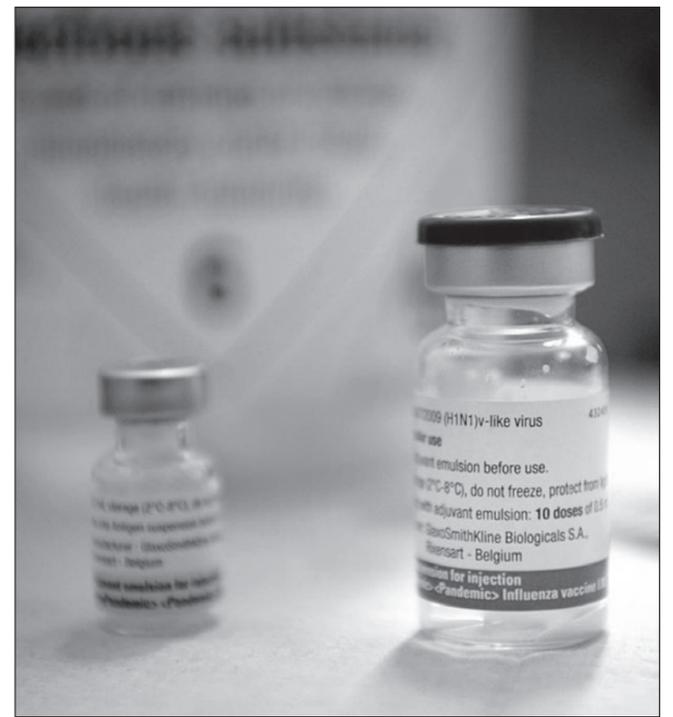
Il convient encore d'apprécier l'importance de cette immunité croisée, pour savoir si elle protégera d'un rebond d'une «2^e vague». Mais elle confirme que la recherche d'une immunisation artificielle par un vaccin «anti pan corona» type Bruno Canard (chercheur au CNRS qui a travaillé sur les coronavirus au début des années 2000 et dont les crédits ont été ensuite réduits) n'était pas nécessairement une utopie. Plus que jamais, on peut dire que le financement de projets aurait peut-être (probablement) pu nous éviter bien des problèmes. On retombe sur la nécessité de recherches fondamentales tous azimuts plutôt que des recherches sur projets ou à la demande par «crash programme» (programmes d'urgence).

La grande misère de la recherche publique française

La politique gouvernementale, par-delà la promesse d'un effort financier «exceptionnel» sur 10 ans (on voit déjà côté hôpitaux par le «Séjour» ce que veulent dire les promesses), s'est caractérisée par des choix à la limite de la provocation. Ainsi l'appel à projets ANR (Agence nationale de la recherche) urgents CARE Covid de début avril précisait: «Ainsi, l'objectif n'est pas de proposer des projets de recherche à moyen ou long terme, mais plutôt des idées, des actions, des innovations dans tous les domaines, pouvant avoir un impact rapide sur la situation et que les proposant sont en capacité de mener, au moins dans leur première phase, avec les moyens dont ils disposent.» Avenu implicite: «Envoyez-nous vos idées (et surtout pas de projets de recherche) afin qu'on ne vous envoie pas de fic», comme le notait un membre du bureau national du SNCS (syndicat national des chercheurs scientifiques). Les «crash appels» (appels d'urgence) de l'ANR qui ont suivi ne valent guère mieux. On verra (les projets sont en évaluation) ce qui en sortira...

Côté personnels, le gouvernement introduit la division: la ministre a annoncé 5,6 millions d'euros pour des primes exceptionnelles pour 5% des personnels, notamment les chercheurs engagés dans des programmes concernant le Covid-19 et les personnels ayant fait preuve d'un «investissement exceptionnel» durant le confinement. Mais sans budget rectificatif, donc «à budget constant», ce qui signifie donc un transfert de charges au détriment d'autres postes budgétaires: recrutements, avancements de carrière, etc.

Par conséquent, les organisations syndicales refusent les pseudo-récompenses pour quelques heureux et heureuses éluEs, estimant que tous les personnels doivent être éligibles. Cette mesure exceptionnelle ne résout pas la situation salariale dégradée des personnels: revalorisation indiciaire pour toutes et tous! Plus grave encore, la relance de l'activité de recherche, si



WIKIMEDIA COMMONS

brutalement interrompue, nécessite le financement de la prolongation de tous les contrats doctoraux et de recherche. En fait, avec la réduction des subventions des collectivités territoriales, la rentrée s'annonce catastrophique sans un budget rectificatif.

La course aux vaccins

Côté innovation, derrière le show devenu quotidien chloroquine/pas chloroquine, c'est la course aux vaccins. Il est bon que plusieurs stratégies soient explorées: par exemple, bloquer le gène du virus en immunisant contre les acides nucléiques qui le composent (ADN: acide désoxyribo-nucléique) ou bien son fonctionnement par blocage des messagers qu'il émet pour commander la fabrication des protéines virales, autrement dit ce qu'on appelle les ARN messagers (acides ribo-nucléiques) d'où les noms de vaccin ADN ou vaccin ARN. Mais on ne peut qu'être frappé par la prolifération des projets (plus de 70 en avril, près de 110 à présent) qui traduit une course au marché — juteux — autant que des rivalités étatiques évidentes («La Chine fait-elle la course au vaccin en tête?») semble être une interrogation majeure de la presse). Un nouveau vaccin prenant théoriquement 5 à 10 ans pour sa conception, hors l'adaptation des vaccins existants aux mutants annuels (grippe), on peut certes se féliciter que ce soit raccourci autant que possible, mais on aimerait être plus sûr, surtout pour les petites start-up à moyens financiers «réduits», que toutes les précautions seront prises (effets secondaires éventuels, etc.).

Surtout, la spéculation financière est derrière cette course. L'annonce du vaccin ADN de la start-up américaine Moderna (avril) est exemplaire: Moderna n'indique des anticorps neutralisants que pour huit patientEs sur 45, les données des 37 autres n'étant pas encore disponibles. On ne sait évidemment pas si ces anticorps, mesurés au bout de deux semaines, sont durables. Moderna indique qu'ils atteignent ou dépassent les niveaux «de taux d'anticorps que l'on trouve dans les sérums de convalescents après infection par Covid-19», ce qu'A. Durbin, vaccinologue au centre de recherches de l'université

Johns Hopkins, juge flou, la quantité d'anticorps présents dans le sérum convalescent variant d'un patient à l'autre. Mais il y a eu un bond important de l'action de la jeune société à Wall Street (+ 20%) et une levée de fonds record. «Coïncidence»: Moncef Slaoui (immunologiste, dirigeant de Moderna) quitte l'entreprise pour devenir le «Monsieur Vaccin» de Trump... tout en gardant 156 000 stock-options Moderna (soit plus de 10 millions de dollars). Il dirigera l'opération «Warp Speed», un vaccin contre le Covid-19... d'ici fin 2020 avec comme objectif 100 millions de doses en novembre, 200 millions en décembre et 300 millions d'ici janvier. Le conflit d'intérêts est évident...

En France, force est de constater l'insuffisance des crédits «crash programme» pour les vaccins comme s'en plaignent par exemple les équipes de chercheurs de Cochin. Pendant ce temps, l'institut Pasteur Paris travaille avec MSD (firme US) pour un de ses vaccins et les liens Sanofi-USA ont été mis en cause, affaire qui a fait grand bruit.

Du côté des médicaments, un effort limité

Côté médicaments, on ne va pas ici rentrer dans le débat sur la chloroquine. Mais plus sérieusement constater que, jusqu'ici, sont testés — chloroquine comprise — des médicaments existants (Remdesivir, Kelatra, Interferons 1 et 2 b, Ribavirine, Nafomostat, etc.) avec à chaque fois des effets d'annonce, des mouvements boursiers... et de la concurrence.

On conçoit que l'urgence ait imposé le test de médicaments déjà existants mais, comme dans d'autres domaines, on peut trouver l'investissement en recherche de nouveaux antiviraux anticorona ou plus spécifiquement anti Covid-19 faible ou inexistant, et on croit peu à l'existence de programmes cachés. On n'ose dire que cela est lié à l'espoir d'un vaccin pour novembre qui rendrait peu voire pas du tout rentable la recherche d'une nouvelle «drogue» qui deviendrait sans marché... Mais que se passera-t-il si le vaccin échoue ou se fait longuement attendre?

Gérard Chaouat

LA POSTE

Reprendre l'offensive

Philippe Wahl n'a cessé de le déclamer sur tous les tons : la crise sanitaire offre de «formidables opportunités» de marchés. Mais le cynisme du PDG de La Poste ne se limite pas à cet aspect. Il s'agit également de profiter de la situation pour accélérer les politiques mises en œuvre, depuis des années, par le siège : les suppressions de postes et ce qui en découle, à savoir la dégradation des conditions de travail et du service rendu à la population.

Dans certains secteurs, l'activité a repris tambour battant. C'est particulièrement le cas pour le colis, depuis déjà des semaines. On atteint même des volumes de trafic dignes de périodes de fin d'année. Les agentEs sont bien loin d'être en nombre suffisant, alors que la situation est déjà très tendue en période « normale ». C'est dans ce contexte que des milliers de CDD et d'intérimaires voient leur contrats ou missions ne pas être renouvelés, alors qu'« en même temps » la direction se vante de l'embauche de 2000 saisonnierEs cet été ! Mais La Poste ne compte certainement pas s'en tenir là. 20 000 postes ont été supprimés ces cinq dernières années. C'est énorme, mais c'est encore trop peu pour les dirigeants. La pérennisation de l'actuelle organisation « transitoire » de la distribution du courrier, avec seulement 25 % des effectifs le samedi, permettrait de détruire brutalement près de 10 000 emplois de plus. La situation ouvrant le champ des possibles, il n'est pas interdit de penser que ce qui était jusqu'alors tabou, c'est-à-dire des vagues de licenciements collectifs, serait levé dans un avenir relativement proche.

Ne pas rester l'arme au pied

Wahl et consorts ne se contentent pas d'avoir des perspectives, ils fourbissent leurs armes pour les mettre en œuvre. C'est ainsi qu'un décret taillé sur mesure est récemment tombé. Il réduit les délais de réalisation des expertises diligentées par les CHSCT de 45 à 11 jours. Pratique, au moment où une vingtaine de CHSCT ont voté des expertises concernant le projet de réorganisation en cours chez les factrices et les facteurs. Face à cela, on ne peut malheureusement pas dire que les réactions syndicales soient à la hauteur de manière globale. Pour l'instant, seule la fédération Sud PTT appelle à une grève nationale, le 16 juin, jour de la mobilisation de la santé. Il y a pourtant aujourd'hui urgence, au-delà des sigles syndicaux, à organiser l'unité et la convergence, pour se dresser contre les fossoyeurs du service public postal.

Édouard Gautier

RENAULT

Face au plan des patrons, organiser la riposte

À Caudan, à Choisy ou à Maubeuge, les salariéEs n'ont pas attendu le détail des annonces de Renault pour s'y opposer. Avant même l'arrivée d'un nouveau directeur général, Senard et Delbos ont profité de la crise du Covid pour dévoiler un plan préparé de longue date, avec le soutien du gouvernement. Du côté des salariéEs, la réaction a été claire. Les grèves et les manifestations ont été bien suivies sur ces sites, pour l'instant isolées, mais il faudra les coordonner pour les empêcher de supprimer des emplois ici et dans le reste du monde (15 000 dont 4 600 en France d'après les chiffres officiels).

D e gauche à droite, les politiciens commentent l'attitude du ministre de l'Économie Bruno Le Maire. Certains voudraient conditionner les cadeaux de l'État aux capitalistes, d'autres demandent une meilleure politique industrielle de l'État, d'autres encore des voitures plus « propres » ou plus « françaises ». Mais aucun ne dénonce le déluge d'aides publiques pour les constructeurs automobiles : 5 milliards de prêts garantis par l'État à Renault, un milliard de subventions à la recherche et un autre milliard pour la construction de batteries, et encore un milliard de « primes » à l'achat pour relancer les ventes (l'État payant une partie du prix des véhicules neufs).

Pas question de délocaliser le chômage

Le plan de relance est un véritable programme de soutien aux patrons, pendant que ceux-ci déploient leur plan d'attaque contre les salariéEs. Élus locaux et dirigeants syndicaux en appellent aux pouvoirs publics. Mais les salariéEs n'ont rien à attendre de Senard, de l'État ou du « dialogue social » avec ces capitalistes qui veulent restaurer leurs profits en faisant des économies. Il n'y a rien à discuter, ni à négocier. Chez Renault comme ailleurs, la méthode des patrons est d'opposer les salariéEs les unEs aux autres : garder les titulaires mais

virer prestataires et intérimaires, délocaliser l'activité de l'usine de Maubeuge à celle de Douai, mettre en concurrence les travailleurEs en France et à l'étranger pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail... Une stratégie qui vise à éviter une riposte commune et à profiter du contexte pour faire accepter des reculs sous prétexte de compétitivité. Plutôt que de vouloir « sauver » son site contre les autres et de subir le chantage patronal, il faut se battre tous ensemble contre ce plan. Pas question de délocaliser le chômage : ni dans la ville voisine ni dans le pays d'à côté ! Pas

question non plus d'externaliser les licenciements en dégageant des milliers de salariéEs précaires (intérimaires, prestataires et autres sous-traitants), qui ne sont d'ailleurs même pas comptés par la direction dans son plan de restructuration.

Plan de compétitivité, plan industriel ou plan de bataille pour les salariéEs ?

Les constructeurs et l'État répètent que le secteur est en crise. Certes les voitures se sont mal vendues pendant le confinement. Mais Renault déclarait encore 10 milliards de trésorerie début 2020. Qu'ils déclarent des profits ou pas, de l'argent il y en a ! Ces 10 dernières années, Renault a accumulé 24 milliards de profits, dont une dizaine versés en dividendes aux actionnaires et de quoi payer les fêtes de Carlos Ghosn au château de Versailles ! Pendant ce temps, on s'épuisait toujours plus au travail. Alors

pas question de payer la facture aujourd'hui sous prétexte de crise. Les patrons de Renault promettent du changement en produisant moins mais mieux, en faisant de l'électrique ou de l'hybride, avec une nouvelle stratégie pour que le groupe gagne en compétitivité. Tout un programme pour justifier les aides de l'État et les suppressions d'emplois au nom de l'écologie ! Sauf que dans cette société où les capitalistes contrôlent la production, l'écologie passe après les profits. On l'a vu avec le scandale du Dieseltgate ! Quant à la compétitivité, c'est toujours des attaques contre les salariéEs.

Face à cela, la politique des directions syndicales consiste à discuter avec les patrons de Renault d'un plan alternatif pour sauver les sites... et les profits (pas les emplois). Chacun a sa stratégie industrielle pour « défendre l'industrie » et fournir aux actionnaires une marge opérationnelle satisfaisante. La CGT propose son plan de petite voiture « propre » (un remake de la Neutral des années 1980) tandis que la CFDT veut un label « Made in France »... Plutôt qu'un plan (dont les patrons se moquent) pour verdir ou relocaliser l'industrie, il faut un plan de bataille pour les salariéEs. Il faut exiger le maintien des emplois et le partage du travail entre touTEs.

Les travailleurEs ne baissent pas la garde

La stratégie de défense site par site ne peut mener qu'à négocier des plans de compétitivité pour les salariéEs Renault et à sacrifier les précaires, ainsi que les salariéEs des sous-traitants. La menace pèse sur tout le monde : 1 000 suppressions d'emplois chez Hutchinson, des menaces qui pèsent sur les Fonderies du Poitou et bien d'autres équipementiers sur la sellette. Il y a urgence ! Les patrons ont fait mine de reculer à Maubeuge et à Caudan en accordant un sursis de quelques semaines. Mais pour de nombreux salariéEs intérimaires et prestataires, c'est tout de suite que le chômage menace. Sur les sites menacés, les travailleurEs ne baissent pas la garde, car la bataille ne fait que commencer. Dans l'automobile comme dans l'aéronautique ou d'autres secteurs, il faut une lutte d'ensemble pour faire reculer les patrons qui veulent nous faire payer la crise. La journée du 16 juin, initiée par les personnels hospitaliers, pourrait être une étape vers une riposte générale.

Correspondants



l'Anticapitaliste
N°115 | MAI 2020 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

MORBIDE ÉCONOMIE - ÉTAT CRIMINEL

LA CRISE DU CORONAVIRUS (2)

ÉDITS AINSI (UN ROI MALÉDIQUE GOUVERNE UNE TERRE AFFLIÉE)

PSYCHIATRE : SORTIR DE LA «CATASTROPHE GESTIONNAIRE» ET RÉCUPÉRER

CAMPAGNE DE SOUTIEN À LA MAISON-MUSÉE LEON TROTSKY À MÉXICO

l'Anticapitaliste la revue

Le n°115 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

TRANSPORTS Le vélo et les nouveaux prolétaires

On le sait, le temps du vélo est venu. Moins polluant, moins gourmand en surfaces bétonnées, moins bruyant, bon pour la santé, d'un prix abordable, le vélo peut redevenir un moyen de locomotion utile dans notre quotidien, surtout s'il est combiné avec les transports en commun gratuits. Il offre une réponse efficace aux besoins de déplacement et à la crise climatique. Mais le temps du vélo est aussi venu pour les plateformes numériques de commerce en ligne qui ont bien compris l'intérêt de l'utiliser pour maximiser leurs profits.

Le capitalisme de plateforme est une forme radicalisée du capitalisme néolibéral qui met en relation directe les clients avec

les prestataires de service via des applications numériques : un donneur d'ordre et des exécutantEs, indépendantEs, en concurrence entre eux, soumis au statut

FÉMINISME Mobilisation des « premières de corvée »

Pour On arrête toutes à Paris (OAT), ce jour était l'occasion de marquer la reconnaissance de toutes les femmes qui ont été, et sont encore, les « premières de corvée » pendant la pandémie du Covid-19 : infirmières, aides-soignantes, agentes de nettoyage, salariées des EHPAD, caissières, enseignantes, mères de famille... et de parler des difficultés particulières des femmes pendant cette période, confrontées aux violences domestiques, sans accès à l'IVG.

Médailles en chocolat

OAT Paris a donc choisi le lieu symbolique de l'hôpital Tenon dans le 20^e arrondissement, où le collectif unitaire du CIVG Tenon s'est battu pour la réouverture d'un centre IVG fermé en catimini en 2009, et ensuite contre la présence des anti-avortement de SOS Tout Petits et pour un fonctionnement correct du centre, en liaison avec les syndicats et personnels. Une remise de médailles en chocolat a été mise en scène devant quelque 200 personnes, avec un

Trois mois après le 8 mars, des groupes féministes ont répondu, dans plusieurs villes de France, à l'appel de la tribune publiée sur Mediapart¹ à faire du 8 juin une journée de mobilisation féministe. À Paris, un rassemblement avait lieu devant l'hôpital Tenon (20^e arrondissement).



féministes, dont OAT et le Planning familial, et autres soutiens. Le représentant de la CGT a rappelé les 40 ans dans l'hôpital où les personnels ont fait face aux épidémies du sida, SARS, etc., et les coupes successives qui ont rendu chaque fois les choses plus difficiles, quel que soit le gouvernement en place. Cette première tentative d'une coordination au niveau du territoire national sera, nous l'espérons, suivie par d'autres. En tout cas c'est l'objectif du réseau qui s'appelle pour l'instant modestement « 8 juin féministe » (huit.juin.feministe@protonmail.com).

Penelope Duggan

1 – « Face à la crise sanitaire, économique et sociale, un plan d'urgence féministe! », 22 mai 2020, en ligne sur <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/220520/face-la-crise-sanitaire-economique-et-sociale-un-plan-durgence-feministe>

faux Emmanuel Macron, en référence au discours pompeux et hypocrite de ce dernier sur les

femmes « héroïques ». Cette remise de médailles a été suivie par des prises de parole des mouvements

Il y a eu plusieurs jours de grève la semaine dernière qui ont abouti à une rencontre avec la direction, mais qui n'a rien donné. La grève a été suspendue vendredi car un CSE doit se réunir le 16 juin et les salariéEs souhaitent économiser leurs forces d'ici là. Les salariéEs en lutte dénoncent le fait que la suppression de ces 250 emplois, même s'il ne s'agit pas de licenciements secs, se soldera par la perte de l'emploi de celles et ceux qui ne peuvent se déplacer à Flins, traverser l'Île-de-France, ainsi que des emplois induits, les intérimaires, mais aussi la vie locale, les petits commerces, tout ce qui vit autour de l'usine.

Il faut une bataille d'ensemble

La manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes, avec les ouvriers de l'entreprise, des habitantEs du quartier, des militantEs ouvriers du département, plusieurs délégations d'entreprises, Sanofi, PSA, Renault. Des représentants ont affirmé leur solidarité lors des prises de parole. Il y a également eu des prises de parole des élus locaux, de façon plus ou moins

AUTOMOBILE Manifestation contre la fermeture de l'usine Renault Choisy

L'usine de Choisy doit être prétendument déplacée à Flins. Les salariéEs dénoncent le fait que c'est une fumisterie, car le groupe souhaite en réalité fermer également l'usine de Flins. Une manifestation était organisée samedi 6 juin.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ANTOINE LARRACHE

institutionnelle, d'Éric Coquerel jusqu'à la droite, en passant notamment par les nombreux élus du PCF. Le député LREM a été sifflé par les travailleurEs, qui savent bien que ce sont les politiques gouvernementales qui permettent et encouragent les politiques patronales.

La lutte continue dans les prochains jours, avec des actions menées jusqu'au CSE, qui doit être le départ d'un mouvement plus dur. Le rassemblement de samedi été aussi une façon de permettre des rencontres entre les salariéEs de différentes entreprises concernées par les licenciements. Comme le disait Jean-Pierre Mercier, les batailles usine par usine risquent de perdre, et il faut une bataille d'ensemble.

Antoine Larrache

embouteillées, une rapidité que les autres véhicules ne peuvent fournir. Voilà comment le vélo que nous plébiscitons pour ses qualités écologiques, économiques et sanitaires a été récupéré par les patrons du commerce en ligne qui ont bien saisi l'intérêt de l'assujettir à leur business.

La crise du Covid et Uber

Le capitalisme de plateforme a rendu les travailleurEs à vélo aussi populaires que les soignantEs. Grâce à eux et elles, l'activité des restaurants fermés était maintenue, les livraisons des produits de première nécessité étaient assurées, des repas étaient livrés aux hospitaliers... Monoprix, Franprix, Leclerc, Carrefour s'en sont bien servi.

Les communicants ont réussi à faire passer l'activité des plateformes en ligne pour essentielle à l'économie mise au

ralenti par le virus, en particulier aux TPE et PME. Même si, en réalité, les forçats du vélo pédalaient pour livrer des pizzas ou des burgers. Sans droit au chômage, aux congés maladie, sans soutien financier de l'État, les galériens des deux roues ont continué leurs livraisons, au péril de leur santé, s'ils ne se payaient pas les moyens de se protéger. Des luttes chez Deliveroo ont dénoncé ces conditions de baigne. À Bordeaux, des coursiers à vélo ont monté une SCOP pour sortir de l'ubérisation et se réapproprier leur activité.

Deliveroo ou le non-sens du travail

La crise du Covid-19 interroge sur le sens du travail, sur la redéfinition de sa valeur, sur la hiérarchie des emplois. La vraie question est : de quels emplois avons-nous besoin ? La crise a montré toute l'utilité

des métiers très féminisés, invisibles, mal payés, voire méprisés. Les « premierEs de corvée » sont apparus pour ce qu'ils et surtout elles sont : indispensables à la société. Le confinement a mis en avant des priorités dans les consommations, donc dans les productions. Se nourrir en fait partie. Alors, oui, les livreurEs à vélo ont leur utilité dans la livraison de nourriture. Voilà pourquoi ils et elles doivent avoir un vrai statut encadré par le code du travail, un vrai salaire donnant droit à la protection sociale, des horaires fixés, être sans concurrence entre eux, avec les mêmes droits et protections que les salariéEs. Et un outil de travail payé par l'employeur, des vélos en état et équipés. Alors, plus que jamais, faisons au vélo la place qu'il n'aurait jamais dû perdre, pour l'intérêt commun.

Commission nationale écologie

COMMERCE Hécatombe en perspective

Depuis le déconfinement, pas un jour ne passe sans une annonce de placement en redressement judiciaire ou de restructuration d'entreprises du commerce : ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont sur la sellette en raison de la fermeture forcée des magasins hors alimentaire ces dernières semaines. Unique raison ? Pas vraiment...

Dans l'ameublement, c'est l'enseigne Alinéa, avec 30 magasins et 2000 salariéEs, qui a ouvert le bal le 16 mai. De son côté, Conforama prévoit, après un précédent plan social l'an dernier, puis s'être vu refuser un prêt garanti par l'État, 1000 nouvelles suppressions d'emplois sur fond de rapprochement avec But, l'enseigne concurrente.



DR

L'opportunité de la crise du Covid

Dans l'habillement, c'est l'agonie du groupe Vivarte qui n'en finit pas : c'est désormais la cession de son enseigne phare, la Halle, qui est prévue, ce qui va laisser 40% des 5000 salariéEs sur le carreau. Même les enseignes qui lui appartenaient auparavant et qui ont été cédées au fur et à mesure des années pour renflouer les dettes générées par un LBO (rachat d'une entreprise par le biais d'une société holding) mis en place en 2007 sont à leur tour dans la tourmente, comme André ou Naf Naf. C'est aussi le cas de Camaïeu, avec près de 6000 salariéEs et 600 magasins, faute là aussi de prêt.

D'autres branches sont aussi touchées, comme Gibert Joseph, qui va liquider trois librairies en régions, ou PicWicToys, né d'un rapprochement entre deux enseignes de jouets, qui ferme un tiers de ses points de vente. À chaque fois, c'est l'impact de la baisse d'activité liée au coronavirus qui est mis en avant mais aussi celui de la mobilisation sur les retraites, voire les manifestations des Gilets jaunes.

Pourtant, toutes ces entreprises ont eu droit au CICE ces dernières années, transformé depuis en baisse de cotisations sociales pérenne au nom du maintien de l'emploi. Et cette crise est l'occasion d'accélérer la transformation du secteur de la distribution, avec l'essor de la vente en ligne et à emporter, dont le drive est l'expression la plus marquante ces dernières années. Alors que les résistances sont à la peine, compte tenu du faible taux de syndicalisation du secteur et de la dispersion des points de vente, c'est plus que des prêts et du chômage partiel qu'il faudrait pour que les travailleurEs ne soient plus considérés comme une variable d'ajustement, soit un fonds permanent, à l'image de l'AGS (Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salaires), qui garantit la continuité de l'emploi et donc de la rémunération.

LD

de micro-entrepreneur. Pas de cotisations patronales à payer, pas d'outil de travail à fournir, horaires flexibles et décalés, pas de code du travail à respecter, pas de responsabilité en cas d'accident ou de maladie : le jackpot assuré !

Pourquoi le vélo ?

Ces emplois sont occupés la plupart du temps par des jeunes hommes, étudiants ou sans qualification professionnelle, des travailleurs étrangers, voire sans papiers, obligés de louer des comptes bancaires à des Français. Leur outil de travail, c'est le vélo. Simple, maniable, rapide en ville, supportant des charges, le vélo est le moyen de transport tout trouvé pour les nouveaux esclavagistes de la livraison. Fourni, entretenu, assuré par celui ou celle qui pédale, il assure, dans les villes



WIKIMEDIA COMMONS

Perpignan

Le RN Aliot aux portes de la mairie ?

En mars, Louis Aliot (RN) est arrivé largement en tête du premier tour (35,6%) devant le maire sortant Jean-Marc Pujol (LR, 18,4%) mais avec une abstention record de plus de 60%. Quelle sera-t-elle le 28 juin ? En dépendra pour beaucoup l'issue... Comme en 2014, les autres candidatEs susceptibles de se maintenir se sont retiréEs ces derniers jours au nom d'un « front républicain ».

L'enjeu dépasse de beaucoup, évidemment, la ville de Perpignan et le département des Pyrénées-Orientales (Catalogne Nord) dont elle est la capitale. Elle serait la seule ville de plus de 100 000 habitantEs à passer au RN. Une première depuis Toulon (en 1995) – un succès qui alors se transforma vite en un fiasco que l'extrême droite compte bien faire oublier avec Perpignan. Le RN entend faire de cette ville une vitrine et un laboratoire pour sa politique ultraréactionnaire, mais aussi mettre la main sur d'importants moyens matériels, financiers et militants et, ainsi, en faire une base pour élargir son implantation territoriale et un tremplin pour une conquête du pouvoir national. Pour ce faire, Aliot a joué à fond la carte du gestionnaire crédible et responsable, de la respectabilité, au point de faire passer à la trappe son étiquette RN. Une notabilisation qui a permis de débaucher certainEs politicardEs de droite.

Le fait que ce soit à nouveau un « duel » extrême droite/droite (extrême) exprime aussi combien la prétendue « gauche », institutionnelle, est discréditée, combien il est urgent de construire une véritable opposition de gauche, indépendante du PS et d'ÉELV, appuyant et s'appuyant sur les luttes, capable d'être une alternative. C'était un des enjeux de la liste « L'Alternative – Perpignan écologique et solidaire » (6,6% au premier tour).

« L'Alternative Perpignan... » : quelle alternative ?

Le bilan de cette liste, créée à l'initiative d'un groupe de citoyenEs et rejointe ensuite par le PCF, La FI, Génération.s, l'ERC (Gauche républicaine catalane) et le NPA, reste à tirer collectivement. L'Alternative a été un cadre d'échange, de discussion et d'élaboration revendicative bien souvent fructueuse. Un cadre aussi de bataille politique. Tout particulièrement sur la question de constituer ou non dès le premier tour une liste commune avec ÉELV-PS. Une question dont le PCF a fait son cheval de bataille. Sans succès. Cette opposition s'est même trouvée majoritaire à l'occasion de la consultation interne sur la question de la fusion ou non au second tour avec la liste ÉELV-PS qui, alors, ne s'était pas encore retirée au profit de Pujol. Le NPA a déposé une motion esquissant un premier bilan de L'Alternative et se prononçant contre toute fusion sans donner de « consigne » de vote au second tour si ce n'est que pas une voix ne doit aller à Aliot. C'est cette position, soutenue par Génération.s, qui a recueilli le plus de voix (plus de 53%) et qui a été adoptée par L'Alternative, devant la position favorable à la fusion avec ÉELV-PS. Une autre motion contre la fusion était également soumise au vote mais sans se prononcer sur le second tour. La position qui a obtenu le moins de voix est celle défendue par le PCF : retrait de la liste en faveur d'un appel à voter Pujol.

Préparer la résistance

L'heure n'est pas aux pronostics mais à nous préparer au pire. Et le pire ennemi des classes populaires à Perpignan comme ailleurs, c'est l'extrême droite, sous toutes ses facettes. En cas de victoire d'Aliot, plus que jamais l'unité du mouvement ouvrier et social sera vitale pour combattre pied à pied les attaques racistes contre les migrantEs, les GitanEs et les quartiers populaires, pour défendre les droits démocratiques, pour défendre le droit d'expression et d'action des organisations, des associations. Nous aurons besoin d'occuper la rue, de nous mobiliser. Et de nous atteler à la construction d'une alternative politique qui, en exprimant les intérêts des classes populaires, affirme une perspective émancipatrice. **Jean Boucher**

Officiellement l'enjeu historique de cette élection, c'est la défaite possible de la droite après plus de 70 ans de domination. Les regards sont donc logiquement braqués sur cette « gauche » qui pourrait l'emporter. Il faut dire que le ras-le-bol et l'envie de changement sont bien là. Mais cette gauche bordelaise est si terne, ayant notamment cogéré la métropole avec Juppé pendant plusieurs années, que la motivation de beaucoup parmi les habitantEs bordelais, c'est d'abord la défaite des juppéistes (encore plus avec leur nouvel allié macronien) avant la victoire d'une gauche écologiste qui suscite en réalité peu d'espoir de changement.

Une volonté de nous « effacer »

Mais même si nous sommes mis dans la position de l'empêcheur de « libérer » Bordeaux de la droite, nous ne sommes pas si dénigrés que cela. Bien sûr, la liste ÉELV/PS attaque, en coulisses, sur les réseaux sociaux, certains nous qualifient de « traîtres », de diviseurs et de faire le jeu de la droite. Mais on ne plie pas, on ne se range pas derrière eux. Alors officiellement, ils préfèrent faire comme si nous n'étions pas là, parlant de deux choix politiques au deuxième tour. Nous critiquer, ce serait forcément débattre, assumer des positionnements, ce dont ils sont incapables.

Cette volonté de nous « effacer » traduit bien le mépris de ces politiciens de gauche qui se sentent les seuls légitimes à prendre les postes. Les militantEs contestataires que nous sommes, les habituéEs des manifestations et non pas des salons comme eux, appartenons à un autre monde que le leur.

Leur seul angle d'attaque « officiel », c'est de dire qu'ils ont un programme pour Bordeaux contrairement à nous qui aurions un programme

Bordeaux: toujours en luttés

Ce sera finalement une triangulaire car sur la route un candidat, le macronien, a fusionné avec le maire en place, le juppéiste. Dans l'histoire on ne perd rien, ni diversité, ni idée, ni programme. On y gagne au contraire en clarté, avec une droite divisée un moment mais qui sait se serrer les coudes et se réunifier face à la menace d'une possible défaite électorale. En face de cette droite, qui s'accroche au pouvoir, il y a la candidature ÉELV/PS avec tout ce qu'ils ont pu rassembler de la gauche en miettes, et notre liste anticapitaliste « Bordeaux en luttés » qui fait figure d'intrus.

« national ». Oui c'est vrai, nous n'avons pas le même programme. Et nous ne parlons pas seulement de planter des arbres, d'agrandir les trottoirs ou de construire des kilomètres de pistes cyclables. Mais nous ne sommes pas moins « bordelais », et tout autant préoccupés par « notre ville » dans le sens où on y vit tous les jours, préoccupés par les logements dégradés, les transports qui sont chers et peu adaptés, par l'absence de services publics de proximité, par la pollution de l'air, par la pauvreté et la précarité qui frappent dans plusieurs quartiers populaires de Bordeaux...

Nous voulons l'arrêt des politiques antisociales

Notre programme essaie de poser les problèmes politiques de fond. Si nous voulons changer les choses, remettre en cause la politique de la droite, politique au service de la bourgeoisie bordelaise, au service des capitalistes bordelais ou autres, il faut inévitablement dénoncer les politiques libérales, de marchandisation, de détournement des richesses vers les caisses des spéculateurs de l'immobilier et tant d'autres rapaces de la finance ou de l'industrie.

En clair, nous ne voulons pas seulement la défaite de la droite bordelaise, nous voulons l'arrêt des politiques antisociales, nous voulons le



BORDEAUX EN LUTTES

respect de nos vies, de nos droits, de notre environnement. Pour cela, les paroles, les promesses de campagne ne peuvent suffire, cela suppose se confronter au pouvoir des possédants, aux logiques économiques qui sont en place et à la vie politique telle qu'elle est organisée.

C'est pour cela que nous défendons une démocratie directe, une population qui prend ses affaires en main, la création d'outil de pouvoir de décision et de contrôle pour les habitantEs dans les quartiers, qui permette de redistribuer les richesses envers tout le monde.

Nos éluEs au parlement bordelais seraient ainsi des relais des revendications populaires, les points d'appui des luttes et résistances des

associations, syndicats, collectifs, des habitantEs organisés ou pas, pour mettre en place des projets qui viendraient d'en bas, la meilleure façon de répondre aux besoins.

L'enjeu de cette élection, c'est donc aussi notre résultat et le nombre de conseillerEs qui seraient élus, car la bataille ne fera que commencer au lendemain du 28 juin, avec l'objectif d'organiser la mobilisation et la résistance partout où cela sera nécessaire.

En fait, le vote utile à « gauche » c'est notre liste, c'est la défense de notre camp social, c'est un programme de luttes pour répondre aux urgences sociales, écologiques, démocratiques.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

Elections municipales

À Saint-Étienne-du-Rouvray (76), une élue « vraiment à gauche » et anticapitaliste

C'est à huis clos que s'est tenu le conseil municipal d'installation de ses nouveaux membres dans cette commune de 30 000 habitantEs de la banlieue de Rouen, où la majorité sortante PC-PS-ÉELV a été réélue dès le 1^{er} tour le 15 mars dernier.

Notre camarade Noura Hamiche, postière et militante syndicaliste, qui menait la liste « Saint-Étienne Vraiment à gauche », pour un monde meilleur », soutenue par le NPA, est désormais seule élue, après un premier mandat exercé au côté de Philippe Brière, cheminot à la retraite. Avec un peu plus de 7% des voix, nous n'avons obtenu en effet qu'un seul siège au conseil municipal.

« Pas bon signe pour la démocratie municipale »

Contrairement à 2014, où notre liste (issue d'une lignée de listes d'extrême gauche qui a toujours fait le choix de se présenter depuis 1983 face à la majorité municipale PC-PS) avait obtenu plus de 15% des voix et deux mandats d'élus, elle n'était pas la seule adversaire du maire sortant. Une liste de droite était cette fois présente, qui a obtenu 14% des voix et deux élus. Mais le chiffre qu'il faudra surtout retenir c'est, à la veille du début du confinement que tout le monde voyait arriver,



NPA

celui d'une abstention record pour des municipales dans la commune (près de 70%), avec des pointes à 80% dans les quartiers les plus populaires. Pour notre liste, qui avait pourtant fait une campagne très active et renouvelé une grosse moitié de ses membres par rapport à 2014, une fois la déception passée, il s'agit maintenant, de continuer le travail accompli depuis six ans et d'aider au mieux notre élue... Noura a démarré son deuxième mandat en déclarant : « Cette première réunion du conseil municipal se déroule dans

un contexte inédit, de pandémie et de crise économique majeure. L'une a déjà causé plus de 28 000 morts dans notre pays, l'autre va sans aucun doute faire d'immenses ravages parmi de larges couches de la population, plongées dans la précarité, le chômage et la misère, encore bien plus qu'auparavant. Ce conseil se déroule à huis clos, ce n'est quand même pas bon signe pour la démocratie municipale, déjà bien mise à mal par les conditions sanitaires désastreuses et le taux record d'abstention du premier tour

des élections de mars dernier. On nous a fait voter alors même que le virus circulait à fond, des élus et des maires en sont morts dans plusieurs communes du pays. Dans ce contexte particulier, anxieux et destructeur, en tant qu'élue de la liste "Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur", je défendrai plus que jamais les idées anticapitalistes et d'émancipation sociale. Je soutiendrai au sein du conseil municipal toutes les propositions qui seront en adéquation avec ces idées, en toute indépendance bien évidemment de la majorité municipale. C'est pour cette raison que je ne participerai pas aux votes de ce soir concernant la majorité municipale, c'est-à-dire celui de l'élection du maire, des adjoints, des indemnités de ceux-ci, des délégations au maire. Je me porterai par contre volontaire pour participer aux commissions de préparation du conseil, dans la mesure de mes moyens. » Puis elle a enchaîné en appelant à soutenir et rejoindre les mobilisations dans la santé du 16 juin, aux côtés notamment des personnels du Centre hospitalier psychiatrique du Rouvray, dont certains d'entre eux sont menacés de sanctions par leur direction en tant que lanceurs d'alerte au moment de la pénurie de masques en pleine épidémie. Car c'est bien là l'un des rôles majeurs des élus anticapitalistes : se faire les porte-voix des luttes des salariéEs et de la population!

CorrespondantEs

Essai

Adeline de Lépinay est militante et formatrice dans le monde social et associatif. Son ouvrage n'a pas vocation à retracer l'histoire de l'éducation populaire, mais à en resituer la finalité d'émancipation et de transformation sociale dans le monde néolibéral, et à étudier les stratégies de luttes du Community organizing étatsunien. Comment, grâce à l'éducation populaire, se regrouper, autour de quoi faire, comment s'organiser pour passer à l'action et transformer le réel.

Les méthodes

L'organizing désigne le fait de s'organiser et d'être organiséEs pour agir. Les méthodes de l'organizing ont été théorisées à la fin des années 1930 par Saul Alinsky. « *Le community organizing a pour ambition de créer des "organisations du peuple" capables de permettre aux plus pauvres de participer à la démocratie afin d'obtenir des améliorations de leurs conditions de vie* ».

L'éducation populaire, née des mouvements ouvriers, peut se pratiquer notamment au sein des organisations syndicales. Elle a par ailleurs été promue par le Conseil national de la Résistance, mise en œuvre par le monde associatif, par des structures telles la Scop Le Pavé et ses conférences gesticulées. Elle a pour souci d'informer, de former, pour émanciper et faciliter le passage à l'action.

Le community organizing part du postulat que les opprimés doivent d'abord agir sur un sujet qu'ils et elles ont en commun, quel qu'il soit, même trivial et hors du monde du travail, et se servir de ce moteur initial pour prendre conscience de leur oppression et lutter pour la transformation sociale. Le but est d'obtenir une victoire, éventuellement une simple question d'entretien de l'habitat, et de s'en servir comme fédérateur de la lutte. L'organizing est pragmatique, tendance cynique :

Organisons-nous! Manuel critique, d'Adeline de Lépinay

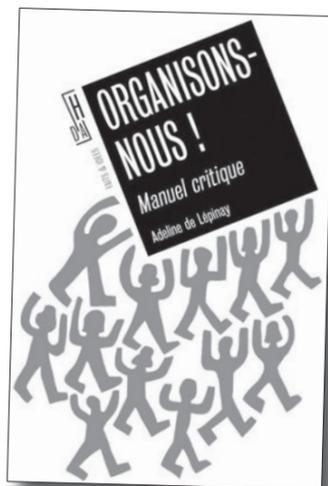
Éditions Hors d'atteinte, 288 pages, 18 euros. Couverture de Fred Sochard.

avoir raison n'est pas forcément la question, c'est l'action qui prime. Le community organizing utilise notamment comme méthode d'approche le porte-à-porte sur des thématiques en résonance immédiate avec la vie des gens : ascenseurs en panne, poubelles...

Le processus

L'éducation populaire va s'attacher à faire prendre conscience du caractère coercitif de la culture dominante, et à faire la part des normes qui permettent de vivre en société et de celles qui vont, sous forme de quasi-croyances, permettre à la classe dominante d'imposer son système de domination. Il faut arriver, pour lutter contre l'oppression, à prendre conscience de son origine, des outils culturels utilisés pour maintenir une domination, et à se les approprier pour les déconstruire. Les techniques pédagogiques de l'éducation populaire remettent en question les méthodes de transmission descendante de la pédagogie traditionnelle, elles reposent sur la création de collectifs, sections... qui, dans le cadre d'espaces de discussion (syndicat, centre social, association...) pourront analyser, discuter, proposer et élaborer en vue de l'action.

Le mouvement des Gilets jaunes est un processus puissant d'auto-éducation populaire, il expérimente aussi les limites du processus en rejetant toute structuration sous prétexte de vouloir rester totalement horizontal. La « culture », comme elle est généralement qualifiée en couvrant un



spectre large et hétéroclite, joue un rôle extrêmement important dans l'éducation populaire. Des syndicats et partis politiques ne s'y sont pas trompés, qui ont organisé des visites d'expositions, voyages, sorties théâtrales... tant dans le cadre de la culture dominante que des cultures alternatives, les différentes formes artistiques véhiculant les visions et interprétations du monde.

Agir

Éducation populaire et Community organizing ont en commun le but de passer à l'action. Adeline de Lépinay étudie les modes d'action selon qu'ils se situent dans, avec, contre ou hors du pouvoir, sachant que « *l'enjeu est de les articuler, les additionner, de faire en sorte qu'ils se renforcent les uns les autres, que les tensions qui les séparent*

nous poussent à des actions plus ambitieuses ». Comment allier imagination, subversion, négociation et confrontation ? Comment lier la lutte à la solidarité qui deviendra son moteur, alors que la tendance naturelle est la dispersion, pour exemple les usagerEs de la santé souvent simples spectateurEs de la lutte des personnels de santé alors qu'ils sont eux aussi victimes de la dégradation de ce système ? Comment ne pas être prisonnier du romantisme, de l'idéalisme, comment se décentrer de ses idéaux pour être efficace ? Comment utiliser contre le système dominant les mêmes outils que lui, être pragmatique en n'oubliant pas l'objectif d'efficacité, être radical tout en affrontant la complexité du réel ? À cet effet, l'organizing peut venir compléter les dynamiques d'éducation populaire, qu'il peut qualifier de romantique, lui qui pousse à la rationalisation de la lutte dans le seul but de l'efficacité, quitte parfois à tomber dans un excès de cynisme.

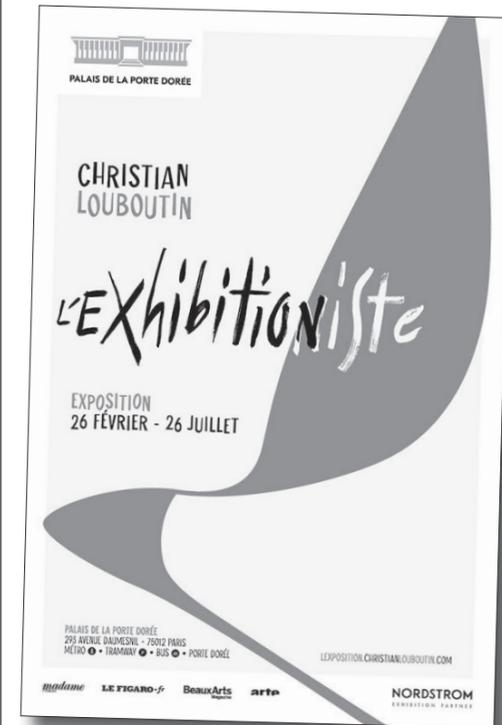
Tout est une affaire subtile de dosage à adapter à chaque instant dans l'action. L'ouvrage d'Adeline de Lépinay est stimulant pour tous ceux et toutes celles qui veulent agir pour la transformation sociale. Ce n'est pas un manuel de recettes, mais ce peut être un guide pour mettre en perspective ses propres pratiques et travailler à sa propre émancipation, notamment en s'appropriant « *un patrimoine immatériel, celui des rêves et des luttes de touTEs celles et ceux qui nous ont précédés* ».

Catherine Ségala

Musée

Le Palais de la Porte Dorée rouvre ses portes le mardi 16 juin

293, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Les visiteurEs devront réserver leur billet en ligne: <https://www.palais-portedoree.fr/>.



À compter du mardi 16 juin 2020, le public pourra de nouveau accéder au Palais de la Porte Dorée, au parcours permanent du Musée national de l'histoire de l'immigration et à l'exposition événement *Christian Louboutin, L'Exhibitionniste*.

Amour des arts et des autres cultures

Fort de son succès – avec 21 409 visiteurEs accueillis entre le 26 février et le 13 mars 2020 – l'exposition dédiée à l'œuvre et l'imaginaire du créateur Christian Louboutin est prolongée jusqu'au 3 janvier 2021. Né à Paris dans le 12^e arrondissement, Christian Louboutin est fasciné dès l'adolescence par la beauté architecturale et la richesse ornementale du Palais de la Porte Dorée, qui nourrit très tôt son amour de l'art et des arts appliqués. Il y puise un répertoire de formes et de motifs pour ses premières créations dont le soulier Maquereau réalisé en cuir métallisé et directement inspiré de l'iridescence des poissons de l'Aquarium tropical. C'est là, dans ce chef-d'œuvre de l'Art Déco, que le jeune Christian Louboutin est saisi par un panneau interdisant le port de talons aiguilles, qui par la suite inspira l'iconique soulier Pigalle et sera réinventé au fil des saisons. Dévoilant les inspirations et le processus créatif de Christian Louboutin, l'exposition met en scène la vision du créateur à travers quelques-unes des œuvres les plus précieuses issues de sa collection personnelle ainsi que des prêts de collections publiques. Dès ses débuts, Christian Louboutin insuffle dans ses créations une grande richesse de motifs et de couleurs inspirées par son amour des arts et des autres cultures. Flamboyant, audacieux, ouvert sur le monde, généreux et parfois sulfureux, l'univers du créateur se nourrit d'une passion pour les voyages, de références au monde de la pop culture, du spectacle, de la danse, de la littérature et du cinéma.

Des pièces patrimoniales et artistiques sont exposées aux côtés de nombreuses collaborations exclusives qui soulignent l'attachement de Christian Louboutin pour les savoir-faire et les métiers d'art, comme des vitraux réalisés par la Maison du Vitrail, un palanquin d'argent sévillan ou encore un cabaret sculpté au Bhoutan tibétain. L'exposition dévoile également des projets inédits avec quelques-uns des artistes qui lui sont les plus chers : le réalisateur et photographe David Lynch, l'artiste multimédia néo-zélandaise Lisa Reihana, le duo de designers anglais Whitaker et Malem, la chorégraphe espagnole Blanca Li, le plasticien pakistanais Imran Qureshi, et bien d'autres encore...

Loin des foules, le Musée de l'histoire de l'immigration nous offre une visite palpitante que l'on peut facilement prolonger avec une balade dans le parc mitoyen du bois de Vincennes.

Sylvain Chardon

Entretiens

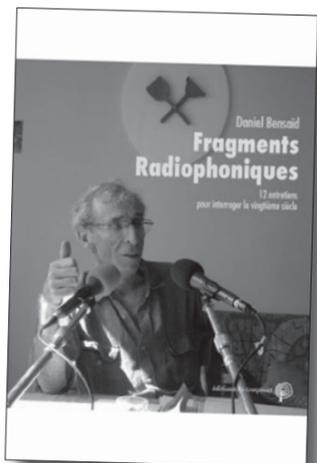
Fragments radiophoniques, entretiens avec Daniel Bensaïd

Douze entretiens avec Daniel Bensaïd pour interroger le 20^e siècle, éditions du Croquant, 200 pages, 12 euros.

Depuis la fin des années 1980 jusqu'à sa disparition, Daniel Bensaïd a apporté une contribution majeure à la réflexion stratégique, avec une démarche qu'il résumait par la formule : « *On recommence toujours par le milieu* ». Cette démarche impose d'avoir une mémoire stratégique, de se réapproprier les expériences passées pour apprendre des succès, mais aussi des erreurs, et d'être convaincu que les bilans sont toujours à refaire, sans « *bigoterie mémorielle* ».

Pistes de réflexion multiples

Celles et ceux qui ont eu la chance d'écouter les séances de formation qu'il animait ont rencontré cet esprit vagabond qui savait aborder les situations sous divers aspects et ouvrir des pistes de réflexion multiples. On en retrouve quelques moments dans la transcription (et/ou l'écoute) de la douzaine



d'entretiens donnés en 2007 et 2008 pour la radio Fréquence Paris Plurielle dans ce livre. Autour de 12 dates, souvent associées à des figures marquantes du mouvement ouvrier, il donne à entendre sa vision d'un certain

nombre d'événements marquants du court vingtième siècle : Révolution d'octobre, guerre d'Espagne, Seconde Guerre mondiale, luttes anticoloniales, assassinat de Lumumba, Mai 1968, Chili 1973, mai 1981, chute du mur de Berlin. Ces 12 dates permettent une excursion, illustrée par des anecdotes et des références livresques et cinématographiques, qui donne une illustration stroboscopique de la vision stratégique de Daniel Bensaïd dont l'expérience militante a commencé à une époque où la révolution de 1917 « *faisait vibrer* ». Comme le dit Michael Löwy dans la préface, si ces textes « *n'ont pas l'éclat littéraire de ses écrits, où chaque mot était taillé et ciselé comme un diamant, ils ont, en échange, le style direct, spontané, rafraîchissant des interventions orales* ». Après la transcription des entretiens, on trouvera des réactions et des contributions,

d'Olivier Besancenot, Isabelle Garo, Arya Meroni et Hegoa Garay, Olivier Neveux, Ugo Palheta et Christine Poupin. Entre héritage, dette intellectuelle et politique elles nous disent comment continuer à penser nos luttes pour l'émancipation dans un monde qui a définitivement basculé dans un autre siècle.

Patrick Le Moal

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

«Le Comité Adama a un objectif clair : imposer la question des violences policières dans le débat public»

Entretien avec Youcef Brakni, du Comité Vérité et justice pour Adama Traoré.
Propos recueillis le 3 juin lors de l'Anticapitaliste l'émission.

Pourquoi, à ton avis, en France, on dénonce plus facilement les violences policières racistes aux USA que les violences policières racistes... en France ?

Je pense que d'abord il y a la question de la distance. C'est toujours plus facile de parler de ce qui se passe loin que de parler de ce qui se passe ici. Et le fait de beaucoup parler des États-Unis, de saturer les médias d'images de ce qui se passe aux États-Unis, ça participe à la chape de plomb qui s'abat sur les violences policières racistes et les révoltes en France.

Deuxième chose, en France on a discours soi-disant «universaliste» : en France, on ne voit pas les couleurs ; en France, tout le monde est pareil ; en France, il n'y a que des citoyens ; les races n'existent pas... Alors évidemment, oui, les races biologiques n'existent pas mais, très concrètement, la France a construit un discours racial pour pouvoir dominer la planète. Elle l'a fait pendant la période coloniale, pour justifier sa domination sur d'autres peuples sur terre. On peut par exemple citer le discours de Jules Ferry [en 1885] où il expliquait ce fardeau de l'homme blanc, ce «devoir de civiliser les races inférieures» en Afrique. C'est donc l'Occident, l'Europe et notamment la France, qui a construit un discours racial, et ce ne sont pas ceux qui dénoncent le discours racial et la racialisation qui racialisent. Il ne faut pas inverser, mais c'est pourtant ce que certains essaient de faire en France.

C'est d'ailleurs le procès que l'on essaie de faire au Comité Adama, quand nous disons qu'il y a des similitudes entre la situation aux États-Unis et la situation en France. Il y a des similitudes historiques, la France elle aussi a une histoire de l'esclavage, il y a des villes en France qui ont été construites sur l'esclavage, je pense par exemple à Bordeaux ou à Nantes, des villes qui ont été construites sur l'exploitation de la traite négrière. Et il y a bien sûr l'histoire coloniale, la France a été la deuxième puissance coloniale dans le monde, elle a colonisé l'Afrique et une grande partie de l'Asie. Il y a donc une histoire vis-à-vis de ces populations, vis-à-vis des populations noires et nord-africaines, et la situation d'aujourd'hui, les violences policières, ne viennent pas de nulle part : ces violences qui visent dans l'écrasante majorité des cas les populations que l'on dit «racisées», c'est-à-dire noires et arabes, viennent de cette histoire. Donc au total, la comparaison entre la France et les États-Unis est pertinente, même si bien évidemment on doit dire que tout n'est pas pareil, qu'aux États-Unis il y a des questions et des problématiques spécifiques, notamment liées au phénomène de déportation des populations africaines vers le continent américain.

Impossible évidemment de ne pas parler de la manifestation de mardi



Assa Traoré et Youcef Brakni. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

2 juin devant le Tribunal de grande instance de Paris : des dizaines de milliers de personnes demandant justice pour Adama et dénonçant les violences policières racistes. Peux-tu nous en parler et nous dire ce que cela signifie politiquement pour vous ?

Pour nous c'est un tournant. On a atteint un niveau de mobilisation inédit. Avec le Comité Adama, on n'en est pas à notre coup d'essai, mais il y a eu une vraie montée en puissance depuis quatre ans [Adama Traoré a été tué le 19 juillet 2016]. On a organisé plusieurs événements politiques marquants, qui sont liés à une stratégie qu'on établit depuis quatre ans vis-à-vis de différents secteurs de la société, avec une ligne directrice, un objectif clair : imposer la question des violences policières dans le débat public, l'imposer aux mouvements de gauche, notamment ceux qui sont dans une optique de conquête du pouvoir.

Concernant ces dernières, on voit bien que ces questions les gênent, dans le sens où, de leur point de vue, ce n'est pas très «bankable», ça ne rapporterait pas de voix. Ils ont donc un discours qui se droitise : il ne faut pas braquer les syndicats de policiers, qui sont très puissants en France, il ne faut pas braquer

les populations qui pensent que la police les protège. Alors que la police sert à contenir les populations pauvres des quartiers populaires, les populations noires et arabes, pour empêcher qu'elles se révoltent face à leur sort.

Avec la manifestation [du 2 juin], on a franchi un nouveau cap, c'est une démonstration de force. Quand même BFM-TV qualifie cette manifestation de «démonstration de force», c'est bien qu'il se passe quelque chose. Nous on n'en a jamais douté, on savait qu'il y avait cette capacité de mobilisation, ce potentiel de mobilisation énorme dans les quartiers populaires. Depuis quatre ans, on va dans les quartiers, on s'est toujours prioritairement adressé aux quartiers populaires, on se déplace toujours, pour chacune des marches Adama, en amont, on se rend d'abord dans les quartiers, partout en Île-de-France, pour discuter avec les gens, faire de la politique avec eux. On a toujours su qu'un jour, ce serait massif. C'est ce qui s'est passé le 2 juin : une démonstration de force de ce que peuvent faire les quartiers populaires. Quand il y a une direction politique claire, un discours clair, ça fonctionne, et c'est cela qui est attendu dans les quartiers.

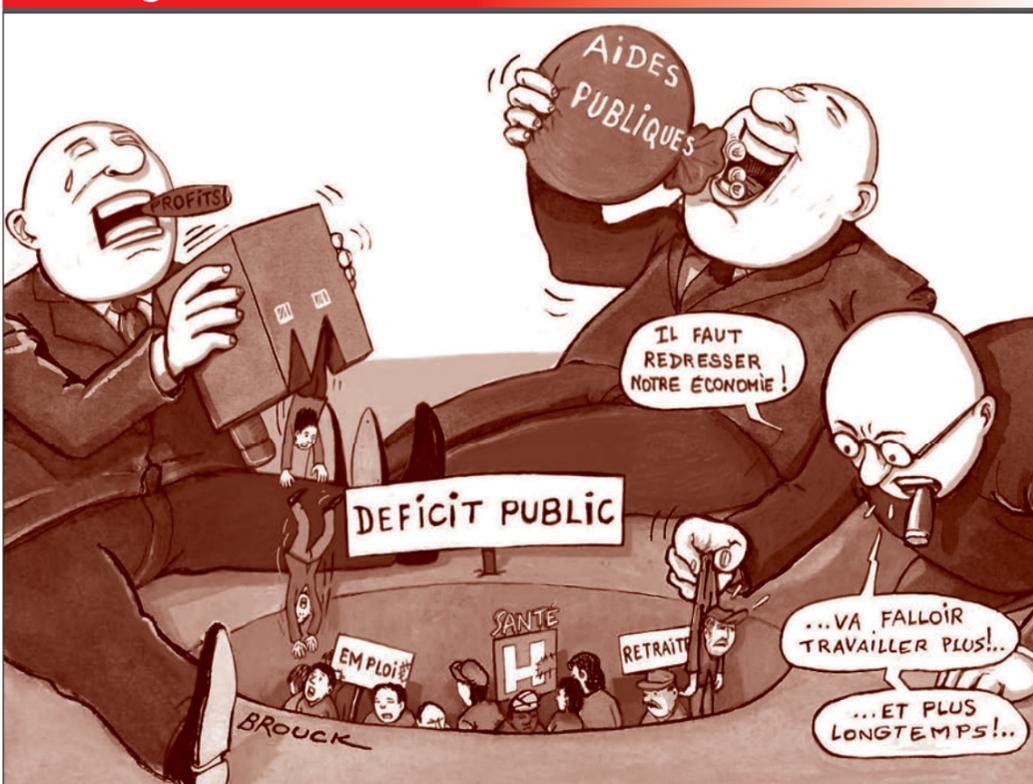
Notre mot d'ordre était «Révolte contre le déni de justice», beaucoup nous auraient dit «Il ne faut pas dire révolte, sinon ils vont tout brûler, etc.» Bien au contraire ! «Révolte», c'est ce que tout le monde devrait dire aujourd'hui. Parce que quand un jeune homme meurt, le jour de ses 24 ans, tué par des gendarmes, ou quand d'autres, en moto, sont percutés, finissent écrasés... tout le monde devrait être révolté, et ce devrait être le mot d'ordre de toutes les organisations, politiques, syndicales, associatives, etc.

Mais malheureusement, et cela démontre aussi notre capacité de mobilisation car ce rassemblement on l'a organisé seuls, ce que je constate, et là je ne parle pas du NPA, qui est toujours là, ni des groupes qu'on a l'habitude de voir, c'est que des gens comme Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin, etc., parlent du rassemblement après, parce qu'il y a le rapport de forces, mais il n'y ont pas appelé avant. Et cela laisse un goût amer. Les choses étaient claires : c'est organisé par le Comité Adama, il n'y aura pas de récupération, et en fait je pense que c'est pour cela qu'ils n'ont pas appelé, parce qu'il n'y avait pas de possibilité de récupération, et je trouve ça lamentable. Mais je pense que là, avec le succès du rassemblement, ils ont pris un petit coup de pression.

Ce qui était frappant lors du rassemblement, au-delà du nombre de gens, c'est le nombre impressionnant de jeunes des quartiers, racisés, avec notamment beaucoup de jeunes femmes...

Énormément de jeunes femmes oui, et cela s'explique par une chose très simple : aujourd'hui, Assa Traoré est devenue une figure de la lutte contre les violences policières, qui incarne la justice et la dignité. Elle est devenue un puissant moteur d'identification pour ces jeunes femmes. Quand les populations des quartiers populaires se sentent représentées, par quelqu'un qui parle le discours qu'elles veulent entendre, direct, radical, franc, sans concession, ça marche, les gens viennent dans la rue, se mobilisent. C'est aussi une réponse à ceux qui disaient que les quartiers populaires sont résignés, qu'il n'y a pas de politique dans les quartiers : mardi [2 juin], ça a été la démonstration du contraire.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MORT DE DEUX OUVRIERS

Le 11 juin 68, alors qu'un mouvement social inédit touche toutes les usines de France, deux ouvriers de Peugeot Sochaux trouvent la mort dans des affrontements avec les CRS. Ce mardi, comme chaque 11 juin, la CGT appelle à la commémoration de cette journée.

Il a tout noté dans un carnet. Chaque jour de ce printemps 68, Jean Cadet a écrit, heure par heure, la grève, l'occupation de l'usine, les négociations avec la direction. Des pages et des pages. Sauf ce jour là. Le 11 juin 68, l'ancien secrétaire de la CGT à Peugeot Sochaux n'a rien écrit, trop occupé à essayer de faire cesser les violences. Ce jour là, des affrontements ont éclaté entre ouvriers de Peugeot Sochaux et CRS dans l'usine occupée. Deux ouvriers ont été tués.

Il se souvient : «Les jours précédents le 11 juin, après presque un mois de grève et d'occupation, une courte majorité de salariés avaient voté la reprise du travail. D'autres avaient décidé de réoccuper l'usine ce 11 juin, ce que n'a pas accepté la direction, qui a donc fait appel aux CRS. Dans la nuit du 10 au 11 juin, les cars ont donc déversés des centaines d'ouvriers, et là les CRS ont commencé à matraquer sans faire de distinction. L'usine a été évacuée et il a été décidé d'aller en cortège vers la sous-préfecture. C'est au retour que le drame a eu lieu. Les CRS se trouvaient dans la cour de l'usine côté Montbéliard, et les grévistes ont enfoncé les portes. C'est à ce moment là qu'il y a eu les coups de feu.»

Deux ouvriers trouvent la mort. Pierre Beylot meurt d'une balle tirée par un CRS, Henry Blanchet chute d'un mur. «Après cela, mon but a été de faire partir les CRS. Toute la journée, avec l'aide des élus, on a plaidé pour qu'ils partent, craignant de nouvelles violences. Ils sont partis vers 21H, lorsque l'on a appris que des étudiants de Mulhouse allaient venir pour en découdre.»

Le lendemain, les négociations avec la direction reprennent, mais le bilan est lourd. Deux morts donc mais aussi 150 blessés, dont deux amputés. Dans les semaines qui suivent, les ouvriers de Peugeot obtiennent de grandes avancées sociales : des augmentations salariales, une réduction du temps de travail notamment. «C'est dans ces moments là que la lutte montre qu'elle peut être payante. Seule la lutte peut apporter des améliorations à la condition des salariés.»

Émilie Pou, «Commémoration du 11 juin 68 à Sochaux : les souvenirs de Jean Cadet, ancien secrétaire de la CGT chez Peugeot», 10 juin 2019, France Bleu Belfort-Montbéliard.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel		<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel		<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org